

## • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •



## Soif de franco phonie

MICHEL VENNE  
LE DEVOIR

**L**e «tout anglais» n'est pas une fatalité sur l'Internet. Au contraire. En 1996, le taux de progression du français et de l'espagnol dépassait celui de la langue de Bill Clinton.

Mais le français n'y occupe qu'une place marginale, et pour cause. La proportion de francophones dans le monde l'explique.

La Francophonie n'a pas de retard propre sur l'Internet. Elle est dans le retard général de l'ensemble des communautés linguistiques derrière l'américain. Après tout, l'Internet est né aux États-Unis.

Si la bataille pour le français est une guerre, nous allons la perdre, dit le secrétaire général de la Francophonie, Jean-Louis Roy. Par contre, si nous parlons d'une stratégie de présence, le français a une place. À condition, comme il l'explique au *Devoir* en entrevue pour ce cahier spécial, que l'on renonce au fatalisme et que l'on mette de côté les incantations pour encourager les initiatives.

Voilà le but de la conférence des ministres francophones chargés des inforoutes, qui a lieu à Montréal dès lundi, soit du 19 au 21 mai.

La conférence doit présenter une déclaration et

un plan d'action préparé de longue haleine. La démarche a commencé au sommet de Cotonou, en 1995. Un comité scientifique a mis en place le cadre intellectuel de la conférence. Le recteur Michel Moreau résume ses travaux dans ce cahier.

L'une des conclusions de son rapport: la Francophonie ne va réussir sur les inforoutes que si elle est solidaire.

Tous les travaux convergent. La Francophonie doit favoriser la présence du français sur l'Internet. Question de survie.

Ce développement passe en grande partie par le soutien aux pays du Sud, notamment d'Afrique, qui veulent être branchés sur l'Internet. Si la Francophonie ne peut rien pour les y aider, prévient Jean-Louis Roy, ils vont se tourner vers d'autres. Les Américains et les Asiatiques sont aux aguets.

Sans les Africains, la base mondiale de production en langue française s'amenuise. Nous deviendrions «scandinaves». Réels mais sans rayonnement.

Les représentants politiques semblent conscients des enjeux. La conférence est coprésidée par le Québec et le Canada, qui ont déjà mis en

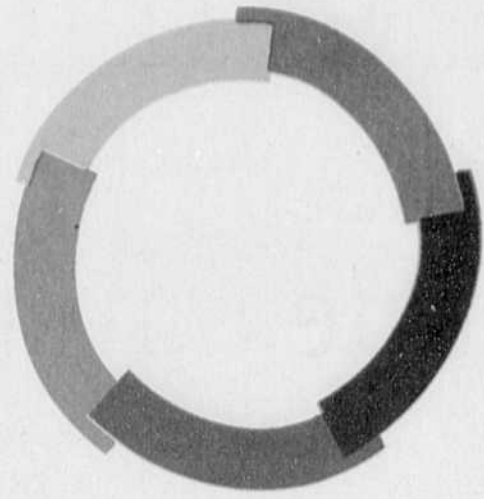
œuvre des soutiens à la production de contenus en langue française.

Avec l'aide de firmes d'ici, des pays africains viennent de se connecter au réseau. Le contenu africain émerge grâce à des initiatives comme @frinet et Afriweb.

La France est là. Mais l'Internet a du mal à décoller dans le pays de Jacques Chirac. Les tarifs du téléphone sont chers. La vitesse de transmission est lente. Et vingt millions de Français se satisfont du Minitel qui, ironiquement, devient un frein à l'expansion de l'Internet en France. Ce retard français se répercute sur les progrès de la Francophonie. Un dilemme difficile à résoudre.

Chacun espère des engagements fermes de cette conférence, en particulier sur trois questions: favoriser l'accès, soutenir la production et appuyer la formation.

Tout cela étant dit, il est clair toutefois que l'avenir et la place du français sur l'Internet est entre les mains des internautes. Si ce qu'ils y trouvent en français les intéresse, ils pratiqueront la francophonie et pourront même la défendre. Sinon...



# Conférence des ministres chargés des inforoutes



*Le Secrétaire général*  
**Jean-Louis Roy**

L'Agence de la Francophonie regroupe un pays sur quatre dans le monde. En sont membres 50 États et gouvernements.

Créée tout d'abord sous le nom d'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), elle œuvre dans les domaines de la culture et du multimédia, de l'éducation, du droit, de l'énergie, de l'environnement et de l'économie.

L'Agence réunit à Montréal, du 19 au 21 mai, une conférence des ministres chargés des inforoutes de ses 50 États et gouvernements.

L'ère de l'information et les réseaux de communication qui la sous-tendent offrent défis et chances à la Francophonie:

- défi d'une présence du français sur les inforoutes et défi d'une concurrence devenue véritablement mondiale;
- chance de porter nos héritages culturels et nos produits scientifiques et technologiques à l'échelle du monde; chance aussi d'avoir accès à l'ensemble des patrimoines mondiaux.

La Conférence de Montréal vise à arrêter un plan d'action commun aux États et gouvernements francophones du monde. Rapidement, on voudra assurer l'accès du plus grand nombre aux inforoutes et aux nouvelles technologies et favoriser la production de contenus en français pour les nouveaux supports multimédias.

L'Agence de la Francophonie salue ses partenaires d'ici des domaines public et privé ainsi que du monde associatif. Elle remercie les gouvernements du Canada, du Québec et du Nouveau-Brunswick pour leur appui et souhaite la bienvenue aux participants de la Conférence de Montréal.



## Cliquez francophone



## • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

# L'Internet met la Francophonie à rude épreuve

Pour Jean-Louis Roy, l'adhésion des pays africains à la langue française est en jeu

MICHEL VENNE  
LE DEVOIR

**L'**Afrique veut être branchée à l'Internet. Et si la Francophonie souhaite conserver l'adhésion des pays africains à la langue française, elle doit appuyer avec vigueur leurs initiatives en ce sens.

Jean-Louis Roy, le secrétaire général de l'Agence de la francophonie (auparavant l'ACCT), pense que là réside « tout l'intérêt de la conférence de Montréal » sur le français et les inforoutes.

« La Francophonie est mise à rude épreuve par l'Internet, dit le secrétaire général en entrevue au Devoir. Il faudra offrir au moins l'équivalent de ce qu'offrent les autres pour que soit maintenue, de façon aussi forte, l'adhésion de ces pays à l'idée de la Francophonie, l'adhésion à cette langue partagée. »

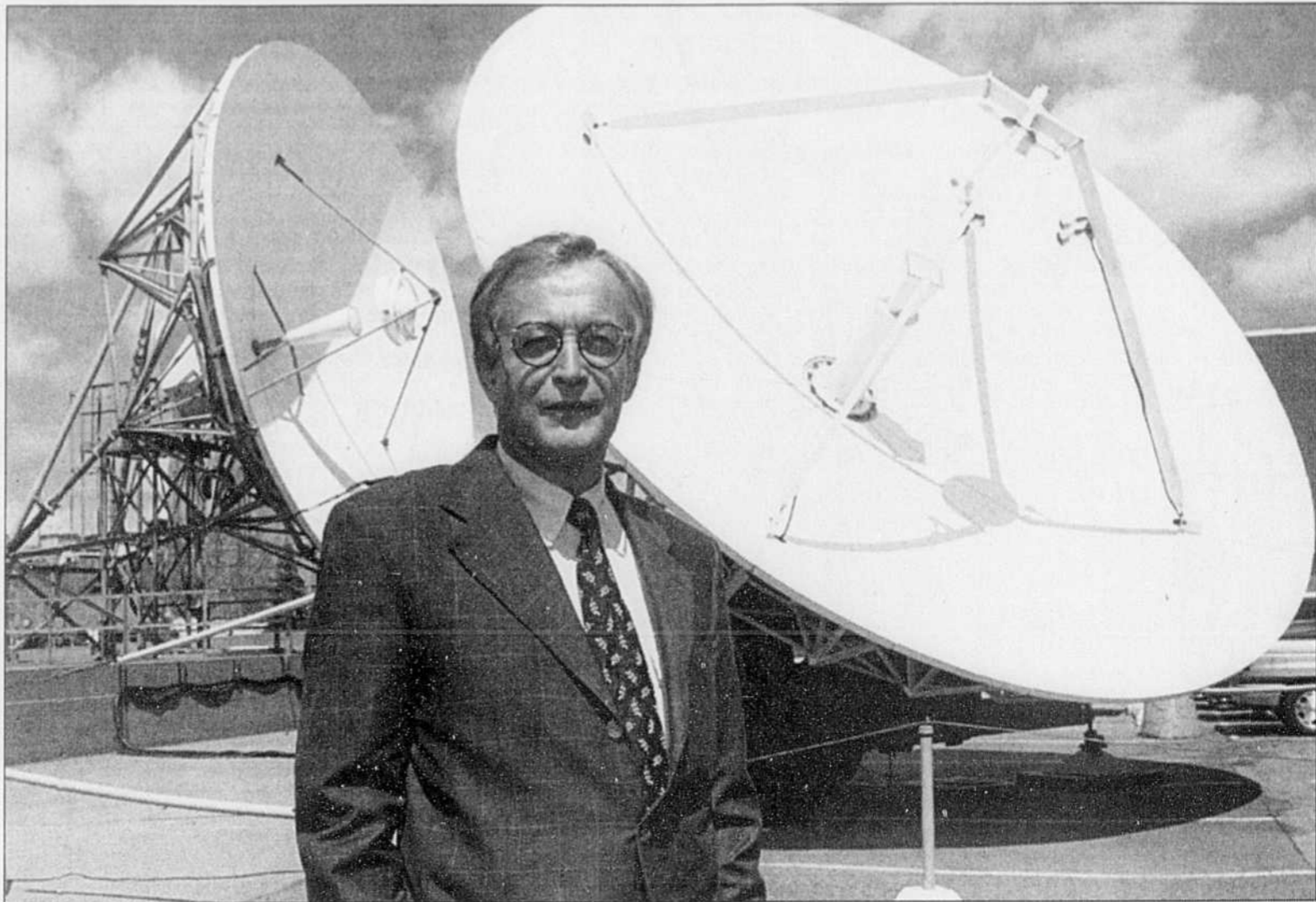
« Si la Francophonie perd sa base sud comme émetteur, la langue française perdra son rayonnement »

Mais pourquoi donc? « Parce qu'une grande partie de la Francophonie n'a pas sur cette communauté le même regard que nous », dit M. Roy. « Je lisais une déclaration du président du Burundi qui disait: "Si le développement nous est amené par les Américains, on le prendra". Mettons-nous à la place de ces pays. Ils ont aussi leur analyse par rapport à leurs propres intérêts. Ils disent oui à la communauté francophone si elle leur apporte ce dont ils ont un urgent besoin. Si les francophones ne saisissent pas ça rapidement, la Francophonie pourra en souffrir durablement. »

Cette question est d'autant plus importante pour l'Internet, car le nouveau système permet à chaque personne qui reçoit d'être aussi un émetteur. « Si elle perd sa base sud comme émetteur dans la langue française, la langue française ne va pas disparaître, dit M. Roy, mais nous allons devenir "scandinaves". Réels mais sans rayonnement. On parle à long terme. Pas demain matin. Dans quelques décennies. »

« Si au contraire, et c'est tout l'intérêt de la conférence de Montréal, la base sud reste solidaire et soude à la base nord de production en langue française, on a une surface qui commence à exister », poursuit le secrétaire général.

D'aucuns pourraient trouver cette situation



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

« On peut rêver d'une Francophonie captive, mais pour ma part, je me réjouis qu'il y ait une honnête compétition », déclare le secrétaire général de l'Agence de la francophonie.

dangereuse. Mais pour Jean-Louis Roy, c'est « le monde qui est comme ça. On peut rêver d'une Francophonie captive. Moi, je me réjouis beaucoup qu'on soit dans le monde, dans l'espace francophone, il y ait une honnête, une forte compétition. »

Il ne faut pas déduire des propos de M. Roy que la situation est actuellement préoccupante.

Parce que la Francophonie, estime-t-il, « n'a pas de retard par rapport aux autres » en ce qui concerne l'Internet. « Elle est dans le retard général par rapport aux Américains. »

Et les francophones ne sont pas restés inactifs dans ce domaine depuis quatre ou cinq ans. Des coopérations entre les pays francophones du nord et ceux du sud ont déjà été entreprises. Des tables de concertation ont été mises en route. Les intérêts communs des pays francophones sont ainsi défendus dans les forums internationaux. L'Agence de la francophonie, notamment, a mis en œuvre deux programmes (Relais et Prosud) pour favoriser l'accès à de l'information spécialisée et soutenir la production de contenu francophone multimédia ainsi que la valorisation de patrimoines.

M. Roy se félicite de l'augmentation rapide du nombre de pays de langue française connectés à l'Internet. « Il y a trois ans, seulement neuf pays

francophones étaient branchés. Et aujourd'hui, il n'y en a que cinq sur cinquante qui ne le sont pas. »

Le secrétaire général cite une série d'initiatives. Le Sénégal a établi sa connexion en janvier, en estimant qu'il y aurait 300 abonnés. Il y en eut 1400. Le Burkina Faso a un plan d'accès au réseau pour ses musées, son administration publique, les universités, les coopératives et la cinémathèque panafricaine de Ouagadougou. Le Maroc est plus avancé que certains pays européens pour le nombre d'abonnés ou d'interrogations sur leurs sites.

Plusieurs pays africains sont en train de refaire leur réseau téléphonique et le privatisent. Au cours du dernier mois seulement, le Sénégal a confié la privatisation du sien à une société suédoise pour faire doubler le nombre de lignes en cinq ans. Le Cameroun aux Américains. La Guinée aux Malaisiens. La Côte-d'Ivoire à France-Télécom. Les coûts du téléphone en Afrique devraient baisser.

Le phénomène Internet a « capté l'imagination » des Africains, soutient M. Roy, qui ont une compréhension de la façon dont cet outil peut les aider à développer leur pays.

Les Africains ne voient pas les choses comme des Européens ou des Nord-Américains ont tendance à les voir à leur place. Parfois, nous nous demandons si l'Internet ne devrait pas venir seulement une fois que les autres besoins, cruciaux, des Africains seraient remplis. Après les écoles, par exemple. (En Afrique, dans certains pays, 50 % des enfants n'ont pas à l'école une seule journée de leur vie.) Après la réfection des systèmes d'aqueduc, après les hôpitaux, ou même après la construction de routes.

« Les Africains ne le voient pas comme ça, dit M. Roy. Ils considèrent Internet comme un outil qui peut rapidement être maîtrisé et à partir duquel une partie du développement qu'ils n'arrivaient pas à faire pourra se faire. »

C'est un producteur de café à Yaounde qui peut obtenir très rapidement les dernières cotes boursières et partir à la conquête de clientèles.

C'est un spécialiste en assainissement des eaux disponible à distance à peu de frais.

C'est le recteur de l'Université de Ouagadougou qui rend accessible à ses professeurs et étudiants toutes les bibliothèques du monde. C'est l'hôpital de Cotonou qui peut avoir accès à toutes les informations récentes sur le traitement des maladies.

Alors comment la Francophonie peut-elle travailler avec l'Afrique? C'est la réponse que donnera la conférence. Elle doit travailler à favoriser l'accès aux inforoutes. Elle doit soutenir financièrement la formation à l'édition sur des supports multimédias. Elle doit soutenir financièrement la production de contenu.

Selon M. Roy, la Francophonie doit éviter deux écueils et garder à l'esprit un objectif. D'abord, elle doit éviter à tout prix la création de réseaux fermés, qui n'intéresseront plus personne à terme. Deuxièmement elle doit se libérer de la tentation de mettre en œuvre des initiatives centralisées. Enfin, il faut multiplier les coopérations avec d'autres langues, afin de favoriser la pluralité linguistique sur l'Internet.

Ni optimiste ni pessimiste, Jean-Louis Roy voit dans l'Internet une chance pour le français et une chance pour le Sud. Il faut maintenant la saisir.

« Les Africains considèrent Internet comme un outil à partir duquel une partie du développement qu'ils n'arrivaient pas à faire pourra se faire »



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Jean-Louis Roy, secrétaire général de l'Agence de la francophonie

## Il faut combattre le fatalisme

MICHEL VENNE  
LE DEVOIR

Il est temps que les francophones cessent d'entretenir un certain fatalisme quant à la présence (ou l'absence) de français sur Internet. Le temps des incantations, des condamnations, des revendications est révolu. Ces attitudes doivent céder le pas aux initiatives. La conférence de Montréal doit refléter ce coup de barre.

Voilà le message livré par le secrétaire général de l'Agence de la francophonie, Jean-Louis Roy, dans une entrevue au Devoir à la veille de l'ouverture de cette conférence des ministres francophones chargés des inforoutes.

« Quand j'entends un ministre ou une personnalité faire de grandes déclarations en parlant de la domination des Anglo-Saxons, d'un modèle unique qui s'imposerait, dit-il, j'ai un réflexe un peu primaire, celui d'aller voir si son ministère est sur Internet. Et s'il n'est pas sur Internet, je ne m'intéresse pas à ce qu'il a dit. »

« Tout ce qui est de l'ordre de l'incantation, ajoute-t-il, ou de la condamnation et qui occupe toute la place que devrait prendre l'initiative me semble absurde et refléter une méconnaissance de ce qu'est le système. L'espace est ouvert. Il est relativement peu coûteux. Il s'agit d'aller l'occuper. »

Ceux qui voient l'Internet comme l'instrument de l'hégémonie anglo-saxonne sont dans l'erreur, croit le secrétaire général. « C'est un peu comme si on disait que le courrier transporté par une grande société mondiale de transport américaine est forcément un courrier de langue anglaise. La mécanique nous vient des États-Unis, c'est vrai. Mais

chacun peut y occuper sa place. Certains l'ont compris très vite. »

M. Roy signale l'exemple du chef palestinien Yasser Arafat. « Le jour où Arafat a décidé que ses conférences de presse seraient sur Internet, il a arrêté de dépendre des agences de presse, des horaires, du temps. »

De même, le secrétaire général souligne le fait qu'en 1996, sur Internet, le taux d'augmentation du français et celui de l'espagnol étaient plus élevés que celui de l'anglais. L'utilisation du français a progressé de 92 % cette année-là. L'espagnol de 130 % et l'anglais, de 75 %.

« Si on veut transformer notre rapport à l'Internet en une espèce de litanie de revendications, on va manquer le train, poursuit-il. Et manquer ce train-là, ça veut dire qu'il y a des choses qui vont nous échapper. »

Cela dit, M. Roy refuse de se définir comme un optimiste à propos du français sur l'Internet. S'il refuse le pessimisme, il insiste sur le fait que la Francophonie a des devoirs à faire pour assurer sa présence sur le réseau des réseaux. En ce sens, il attend de la conférence des engagements fermes.

« Si on sort de la conférence avec une impression sympathique mais sans engagement ferme sur le plan d'action, on aura des raisons de s'inquiéter, de se demander si le rendez-vous de Montréal n'a pas été reporté. »

La conférence doit, selon lui, déboucher sur la mise à la disposition de ceux qui proposent des initiatives pour le français sur les inforoutes, des ressources matérielles, financières ou autres pour soutenir leurs projets. « La volonté politique doit être manifeste. »

Le temps des incantations, des condamnations, des revendications est révolu. Ces attitudes doivent céder le pas aux initiatives



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

« Une grande partie de la Francophonie n'a pas sur cette communauté le même regard que nous », dit Jean-Louis Roy.

## • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

# Un retard qui n'est pas irrémédiable

Margie Sudre fait confiance aux pays francophones pour assurer leur présence sur les inforoutes

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT  
DU DEVOIR À PARIS

Sous le soleil de sa circonscription, en pleine campagne électorale dans l'île de La Réunion, la secrétaire d'État à la Francophonie, Margie Sudre, n'a pas soulevé l'occasion de parler des inforoutes. «Pendant une campagne électorale, vous savez, les gens ont d'autres préoccupations, dit-elle. Ils veulent parler du chômage. Et pourtant, c'est probablement dans ce domaine que se créeront les emplois de demain...»

Margie Sudre, qui s'absentera de son île pour représenter la France à

la Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes, en veut pour preuve René, une jeune entreprise récemment créée dans l'île. Sans oublier les nombreux sites qu'on trouve sur Internet et qui permettent de découvrir la culture créole aussi bien que la vie nocturne de ce territoire français perdu au large de Madagascar.

«La presse anglo-américaine essaie de donner l'idée que le retard des francophones est irrémédiable, dit-elle. Je pense que c'est faux et que nous avons la capacité d'être encore plus présents sur Internet. À condition que tous les pays de la Francophonie s'y mettent. Que les échanges en langue française soient de l'ordre de 5 à 7%, c'est déjà encourageant. Nous sommes partis de rien et nous avons un retard à rattraper.»

### Un fonds de 9 à 16 millions de dollars

Cette action commune, dit-elle, est particulièrement essentielle sur certaines questions.

«Il y a des domaines dans lesquels nous n'avons d'autre choix que d'agir ensemble. Lorsqu'il s'agit, par exemple, d'assurer la création de logiciels qui permettent l'utilisation des caractères accentués français. Les francophones doivent peser de tout leur poids pour inciter les constructeurs à élaborer ces outils. Chacun de notre côté, nous ne pourrions obtenir de résultats satisfaisants.»

La secrétaire d'État à la Francophonie milite tout particulièrement pour la création d'un fonds francophone pour le développement des inforoutes. «Ce fonds serait multilatéral. Tous les pays de la Francophonie y contribueraient.»

Reste à s'entendre sur le sujet plus délicat des sommes à y consacrer. «J'ai entendu des chiffres un peu fantaisistes de centaines de millions de francs. Je crois, tout de même, que

pour que notre action soit crédible il faudrait y consacrer entre 30 et 50 millions de francs [entre 9 et 16 millions de dollars].»

Une somme qui ira évidemment en partie dans les pays du Sud. «On se demande parfois s'il est bon d'apporter ce qui apparaît aujourd'hui comme du superflu dans des pays où l'on manque encore de l'essentiel. Je crois que oui! Il ne faut pas prendre de retard. Ce n'est pas parce que, dans certains domaines, tout manque encore qu'il faut rater le départ de ces nouvelles technologies. Nous l'avons déjà un peu raté en Francophonie, il ne faut pas creuser ce retard encore plus.»

Margie Sudre cite l'exemple des centres ouverts par l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française et qui permettent aux universitaires africains d'échanger sur l'Internet et de se familiariser avec les nouvelles technologies.

### Imposer la Francophonie comme un acteur crédible

Reste à expliquer l'étonnant retard de la France, dont le petit nombre d'ordinateurs branchés à l'Internet arrive derrière de nombreux pays européens et bien sûr américains. Cette situation s'explique, dit Margie Sudre, par l'utilisation massive en France du Minitel, ce service télématique «franco-français» qui permet de réserver un billet de train aussi bien que de consulter les horaires de cinéma.

«Presque un foyer sur deux y est

branché. C'est un peu notre Internet à nous. Avec le Minitel, nous avons accès à un nombre considérable de services. C'est vrai que, s'étant familiarisés avec le Minitel, les Français hésitent un peu à abandonner un médium qu'ils maîtrisent déjà et qui fonctionne très bien. Je crois cependant qu'il n'y aura pas de problème à passer à Internet. C'est d'ailleurs ce qui est en train de se faire.»

Avec François Fillon, ministre de l'Industrie, des Postes et des Télécommunications, Margie Sudre a sensibilisé ses collègues du gouvernement à l'importance de ces nouvelles technologies pour la Francophonie.

Le ministère français de l'Éducation a mis en place des programmes de formation au primaire. Margie Sudre a elle-même équipé une partie des écoles communales de La Réunion et créé des programmes de formation des professeurs.

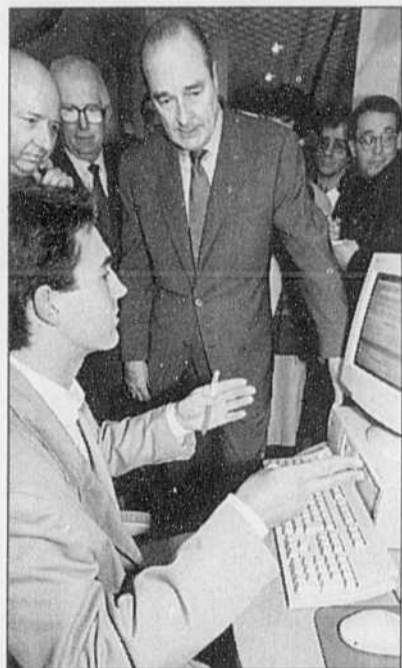
Depuis deux ans, l'île y consacre un budget annuel de plus de trois millions de dollars. «Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, lorsque le public jeune est concerné, il est passionné. Qu'il soit en Afrique ou au Québec n'y change rien.»

Qu'attend-elle de la conférence de Montréal? «Si cette conférence nous permettait de donner de la cohérence aux actions multilatérales concernant les nouvelles technologies et d'imposer la Francophonie comme un acteur crédible dans leur développement, je crois que nous pourrions déjà considérer qu'elle a été un franc succès.»

S'étant  
familiarisés  
avec le Minitel,  
les Français  
hésitent  
un peu  
à abandonner  
un médium  
qu'ils maîtrisent  
déjà et  
qui fonctionne  
très bien



Margie Sudre, secrétaire d'État à la Francophonie



ARCHIVES

À l'Espace Cyber Jeunes, à Paris, un jeune chômeur explique au président Jacques Chirac la façon d'utiliser l'Internet pour chercher un emploi.

## FRANCOPHONIE ET INFOROUTES

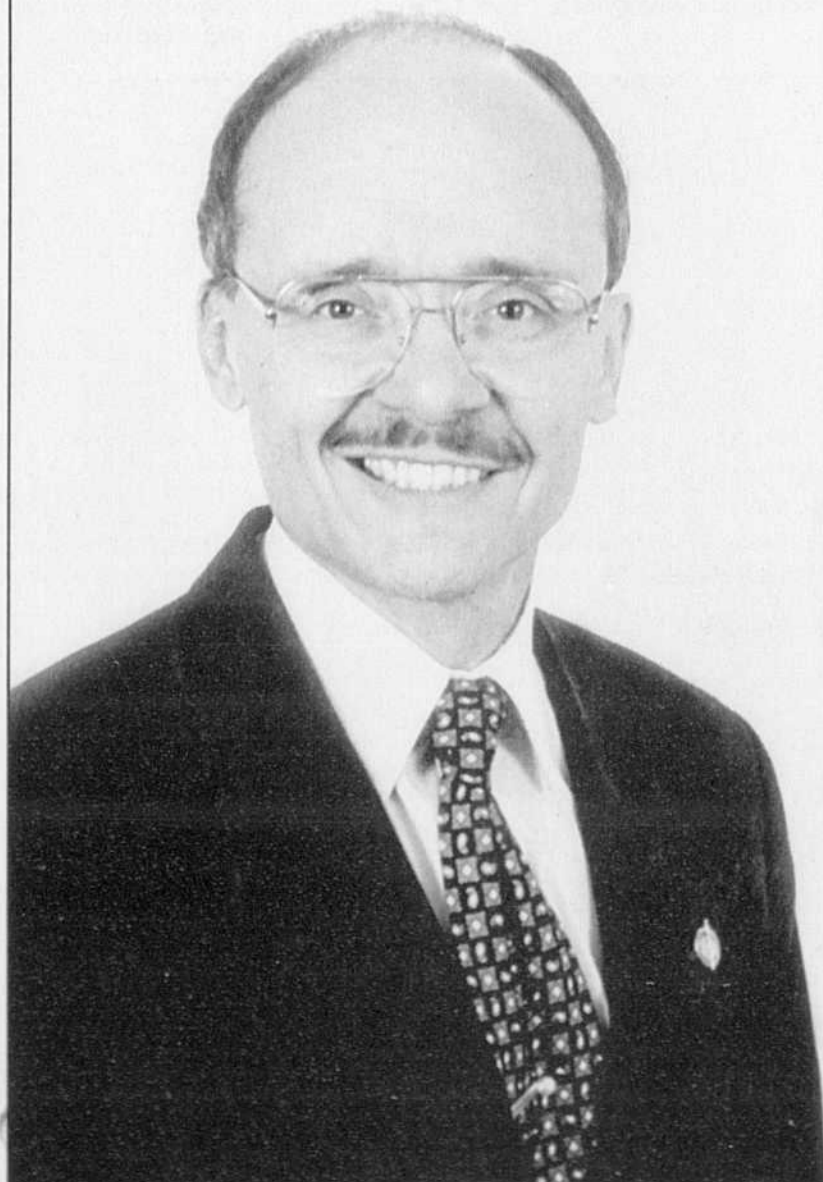
CE CAHIER SPÉCIAL EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Coordination LOUISE-MARIE HOULE  
Collaboration MARTHE BLOUIN, MICHELLE LEBLANC,  
CHRISTIAN RIOUX, DANNY VEAR, MICHEL VENNE  
Révision MICHÈLE MALENFANT  
Maquette MICHELINE TURGEON  
Mise en pages CLAUDE LÈVESQUE  
Direction artistique ROLAND-YVES CARIGNAN  
Publicité MARLENE CÔTÉ

Message du

Ministre

# Boudria



Les Canadiens et Canadiennes ont toujours fait face à un défi de taille: les communications dans un pays aussi vaste. Le défi était d'autant plus grand que nous voulions permettre à tous de profiter des innovations technologiques dans le domaine des communications, de les inclure dans ces révolutions qu'ont été le téléphone, la radio, la télévision et maintenant l'inforoute.

Nous avons su, au fil des décennies, inclure tous les Canadiens et Canadiennes d'un océan aux autres dans notre vaste réseau de communication, un lien essentiel à l'approche du nouveau millénaire.

Le slogan: «La distance n'a plus d'importance» n'aura jamais été aussi approprié. L'inforoute symbolise bien le rapprochement entre tous les citoyens du monde. C'est dans cet esprit que le gouvernement du Canada a fait de l'inforoute en français, une priorité.

La tenue de la conférence des ministres de la Francophonie chargés des inforoutes au Canada, plus précisément à Montréal, vient confirmer le rôle de leader mondial du Canada dans les nouvelles technologies d'information. L'inforoute en français, une route sur laquelle on doit s'engager!

L'honorable Don Boudria

Ministre de la Coopération internationale  
et ministre responsable de la Francophonie

Canada

## FRANCOPHONIE ET INFOROUTES

## L'eau, l'air et l'ordinateur

La télécommunication, nous dit Michel Moreau, est une nécessité aussi essentielle que l'électricité et l'eau

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

**L**e D<sup>r</sup> Michel Moreau, spécialiste français des autoroutes de l'information, ne régnait pas sur une île terrifiante, comme son nom pourrait le laisser penser, mais bien au cœur d'une cité futuriste. Dans ce décor de science-fiction, les immeubles se nomment Astérama et les quartiers Téléport. Informatique oblige, tout se conjugue ici au rythme de la novlangue du multimédia, ce nouveau dialecte qui ressemble à l'architecture un peu lourde qui décore la banlieue de Poitiers.

Quand il n'est pas à Hanoï, Bruxelles ou Yaounde, c'est au cœur du Futuroscope, sorte de Disneyland du multimédia, que Michel Moreau, recteur du Centre national d'enseignement à distance (CNED), réfléchit depuis quelques mois à l'avenir des inforoutes francophones. Responsable d'un comité scientifique mis sur pied à la suite du sommet de Cotonou, c'est lui qui a rédigé le rapport chargé de préparer la grande messe des ministres responsables de la Francophonie qui se tiendra à Montréal les 19, 20 et 21 mai.

Michel Moreau n'y va pas par quatre chemins: «Il faut, dit-il, apprendre à considérer la télécommunication comme un besoin de base, essentiel à l'homme moderne au même titre que l'eau et l'électricité.»

Tout au long des ateliers qu'il a animés dans les pays de la Francophonie, de nombreux participants lui ont dit que la télécommunication devait être considérée «comme un service social de base qui commande le droit de communiquer entre les individus». Et comment s'étonner que cette revendication soit d'abord venue des pays du Sud?

#### La Francophonie en retard?

Cette Francophonie qu'on dit si peu présente sur les grands réseaux informatiques est-elle pour autant en retard? Pas si sûr, dit Michel Moreau.

«Si on compare les pays du Sud avec l'Amérique du Nord, il est évident qu'il y a du retard. Mais si on compare les pays du Sud entre eux, rien n'est moins sûr. La Francophonie crée au contraire les conditions d'une solidarité particulière à ce niveau. Peut-être même que l'existence d'une communauté francophone est un atout.»

À chacun de ses voyages dans les pays du Sud, Michel Moreau a senti un enthousiasme renouvelé. «Comme nous sommes devant une technologie encore en développement, les pays du Sud se sentent en situation de réussir et ils font preuve de beaucoup de créativité. Ils ont d'ailleurs des approches capables de renouveler le genre.»

«Il est vrai que, sur certains points, quelques pays possèdent une avance, notamment en Amérique du Nord, ajoute-t-il. Je ne crois pas pour autant que la Francophonie soit attardée. Je crois qu'au contraire, la volonté très offensive qui s'est exprimée à Cotonou, la chance que représente pour la Francophonie le fait d'être organisée, doit lui permettre de tenir son rang sur les réseaux. Cela étant, il est vrai que, si la Francophonie se disperse et ne sait pas mobiliser ses atouts, il pourrait y avoir un retard.»

Cela n'empêche pourtant pas la France d'être un des pays développés les moins branchés sur l'Internet. Comment expliquer cette situation?

À cela Michel Moreau oppose l'expérience du Minitel, ce réseau télématique qui rejoint des millions

de personnes, plus que dans tout autre pays développé. Mais, reconnaît-il, le Minitel pourrait bientôt représenter un handicap. Il va falloir rapidement changer d'outil. Michel Moreau cite par exemple le Japon, un grand pays industriel développé, qui avait jusqu'à tout récemment un taux d'équipement en ordinateurs personnels très bas.

Cela dit, certains obstacles doivent être vaincus. «On doit clairement poser la question des infrastructures. Il faut que l'on dote les pays du Sud du personnel compétent. On ne peut pas non plus se plaindre du peu d'ordinateurs dans un pays, si on impose des droits de douane qui en gonflent les prix. Il faut aussi qu'il y ait des volontés nationales d'abaisser le coût des communications téléphoniques. Il faut être présent dans les instances qui pilotent les réseaux. J'ajoute qu'il faut avoir la volonté de favoriser des points d'accès de proximité.» Aux États donc de prendre leurs responsabilités!

#### De nouvelles façons d'apprendre

Recteur d'un des plus grands instituts de formation à distance du monde, qui reçoit près d'un demi-million d'inscriptions par année, Michel Moreau croit tout naturellement que la formation occupera une place centrale sur l'Internet. Il en veut pour exemple l'établissement qu'il dirige, où, d'ici quatre ans, la moitié des formations seront disponibles sur réseau, sur Cédérom sur vidéo. Bref, sous une autre forme que l'imprimé.

«Ce ne sera pas tellement parce qu'on l'aura voulu, mais parce qu'on l'aura demandé, précise-t-il. Les outils doivent s'adapter à la demande. Quand les réseaux seront moins lents, plus perfectionnés, la demande va venir. On suivra bientôt des cours en ligne sur Internet. On peut aussi imaginer des produits éducatifs d'un type nouveau. Comme toujours, on raisonne un peu à partir de ce que l'on connaît. Mais le propre des services en ligne et des cédéroms, c'est qu'ils permettent des progressions moins linéaires dans la connaissance. On peut imaginer que l'étudiant progresse à son rythme et selon ses qualités personnelles. Cette personnalisation ouvrira la porte à de nouvelles façons d'apprendre.»

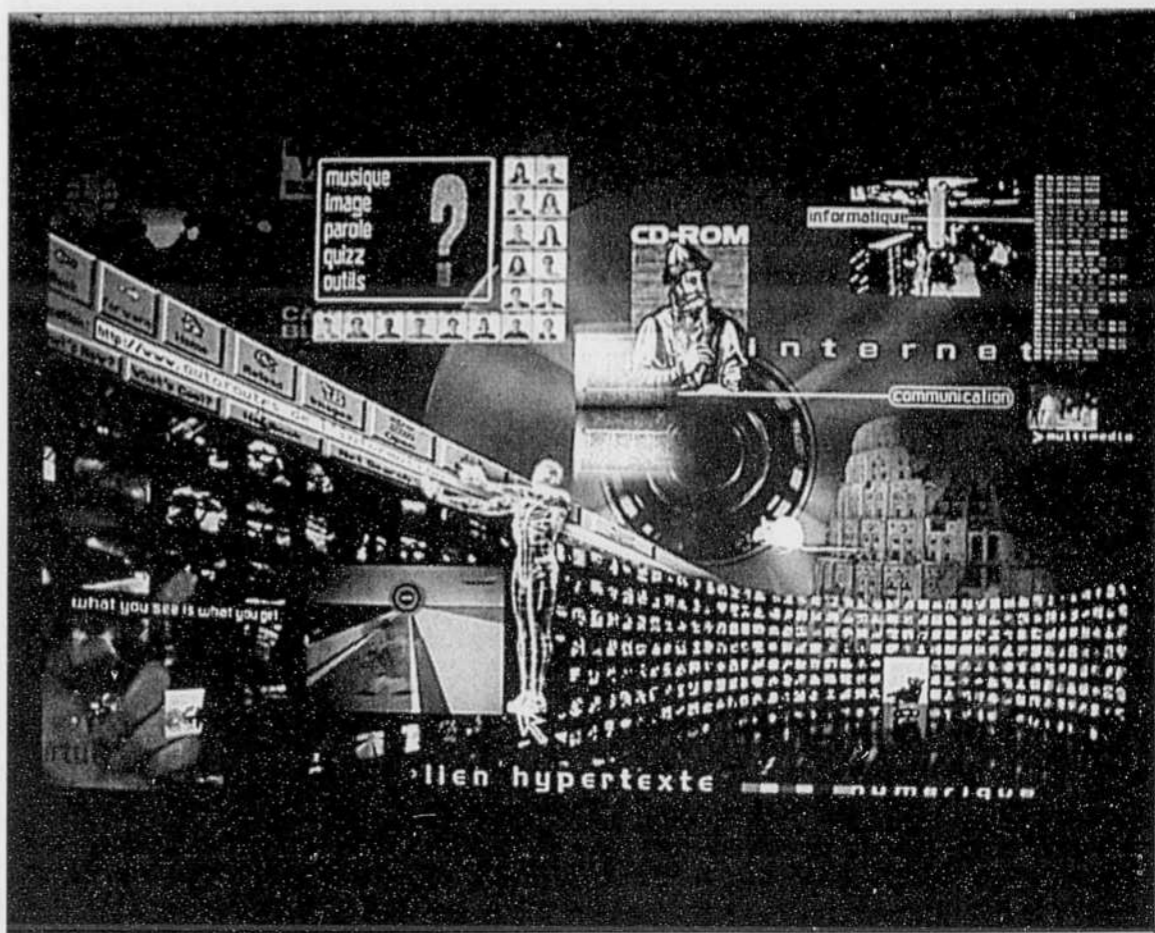
Cela dit, ajoute le recteur, si les techniques de communication doivent être perçues avec optimisme, il faut éviter l'angélisme. «On sait que les réseaux offrent de nouvelles possibilités aux activités illicites: mafia, terrorisme, argent sale, activités immorales. Je rappelle que, dans un souci de protection de la vie privée, plusieurs pays, dont la France, ont créé des commissions «informatique et libertés» pour vérifier l'utilisation que l'on pouvait faire des fichiers.»

«Je crois qu'il y a lieu aussi d'être vigilant à un autre niveau. Car nous allons faire vivre les gens dans un monde abstrait où les données vont être massives et renouvelées de manière accélérée. Tous nos concitoyens ne sont pas forcément préparés à une telle société. Ils vont y perdre des repères. Et ils les chercheront ailleurs.»

#### Ne pas hésiter à traduire

Dans la conquête de nouveaux marchés, Michel Moreau croit que les francophones ne doivent pas hésiter à créer des sites, ou à traduire leurs produits en d'autres langues que le français.

«Si l'on veut que les produits multimédias francophones trouvent un marché, parfois, il faudra les traduire. Ce peut être l'espagnol ou le chi-



nois. Quelquefois ce sera l'anglais. Il serait dommage que les produits francophones ne pénètrent pas dans un pays parce que les francophones refusent de les traduire.»

«S'il faut être opiniâtre dans la défense de la

langue, il ne faut pas en avoir une vision si défensive qu'on risque en définitive de s'enfermer dans un camp retranché. Car la société de l'information sera forcément ouverte. Il n'y aura justement plus de camps retranchés.»

## La Francophonie et la société de l'information

**L**e rapport préparé par Michel Moreau et qui sera présenté à la conférence des ministres francophones brosse un tableau de la situation des inforoutes dans les pays de la Francophonie tout en examinant leurs perspectives de développement.

#### Des situations contrastées

La Francophonie présente, y écrit-il, une énorme disparité de situations. «Une différenciation nette entre le Nord et le Sud avec une densité téléphonique moyenne d'environ 50 lignes principales pour 100 habitants d'un côté et moins de deux lignes principales pour 100 habitants de l'autre. Cette densité moyenne est ainsi inférieure ou égale à 1 en Asie du Sud-Est francophone et en Afrique subsaharienne. Elle se situe aux environs de 4,5 pour l'Afrique du Nord. [...]

«Cela veut dire qu'il existe encore une vingtaine de pays d'Afrique, dont un bon nombre de pays francophones, qui n'ont encore aucune connexion à la toile mondiale. [...]

«D'après Network Wizard, à la date de janvier 1997, il y avait environ 16,15 millions d'ordinateurs connectés à l'Internet contre 9,4 millions en janvier 1996.

«Sur ces 16,15 millions d'ordinateurs, le nombre d'appareils connectés dans les pays membres de la Francophonie se situe, à la même date, à 1,061 million, soit un peu moins de 7 % [...]. Il faut préciser également que 98 % de ces ordinateurs «francophones» se trouvent dans la «zone» Amérique-Europe, avec un taux de croissance, entre 1996 et 1997, de l'ordre de 66 %.

«Les autres régions de l'espace francophone connaissent des taux de croissance des branchements nettement plus élevés. Ainsi, entre 1996 et 1997, le nombre d'ordinateurs connectés en Afrique francophone a triplé, passant de 1014 à 3199. Durant la même période, les ordinateurs connectés dans les pays francophones de l'Europe de l'Est sont passés de 1977 à... 11 955 unités.»

#### Les inforoutes, l'eau et l'électricité

Le rapport soutient que la communication est en voie de devenir un service essentiel.

«Il s'agit [...] de la volonté d'affirmer l'accès à la com-

munication comme un service social de base à l'instar de l'eau et de l'électricité, ouvrant la voie à la participation citoyenne au niveau local, régional et national et à une saine décentralisation administrative renforçant ainsi les moyens de lutte contre l'exclusion avec une redynamisation et un enrichissement de la vie sociale locale.

«Il s'agit aussi de mettre cet accès, en priorité et autant que possible gratuitement, au service de l'éducation et de la formation, en sachant que, sans attendre le déploiement généralisé des nouvelles technologies, les moyens classiques comme l'édition sur support papier, la télévision, la radio et les services traditionnels de télécommunication permettent d'obtenir des résultats importants. Du reste, il y aura inévitablement, pour longtemps encore, coexistence et complémentarité entre les nouvelles technologies et les technologies traditionnelles, les unes ne remplaçant pas les autres.»

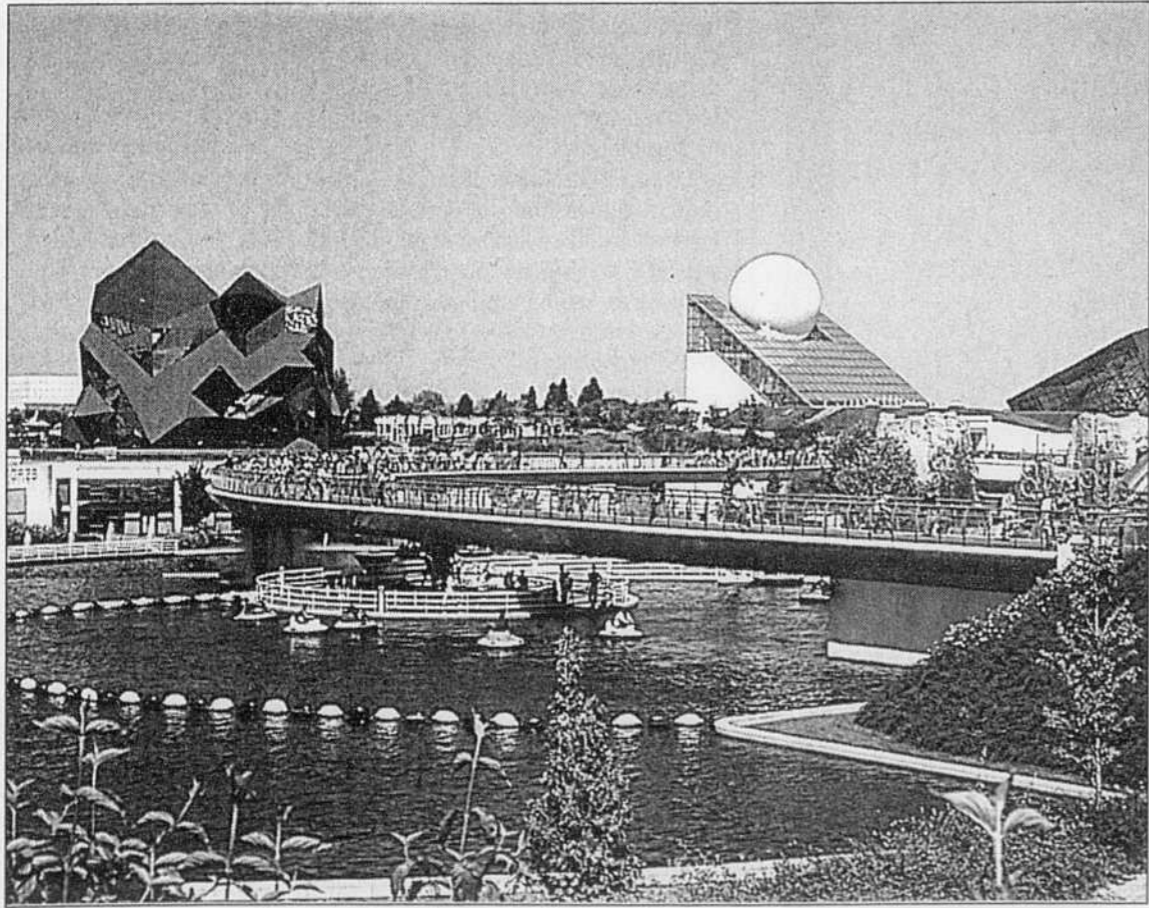
#### L'apport de la Francophonie

Si, selon Michel Moreau, «une Francophonie soucieuse de survivre ou d'être mieux irriguée d'une sève vitale se doit d'être présente sur les inforoutes, encore faut-il qu'elle le soit correctement. Elle ne saurait en particulier y être en quelque sorte au rabais, peu attentive à l'infrastructure nécessaire à la fréquentation par le plus grand nombre des outils présents de télécommunication. [...]

«Il n'y a pas d'avenir pour une Francophonie qui se résignerait, dans un domaine aussi sensible, à un progrès séparé et égoïste, exempt de solidarité. [...]

Ce qui ne devrait pas empêcher «la communauté francophone, bien au-delà des responsables politiques, d'avoir une conscience aiguë du produit francophone et de sa nécessaire qualité.»

«Il ne faut pas davantage négliger la nécessaire séduction qu'il faudra déployer auprès des non-francophones pour les convaincre de la qualité de nos productions [et de leur originalité], même si pour atteindre le but, il convient de diffuser ainsi dans leur langue. La langue française a intérêt au multilinguisme. La Francophonie peut, de ce fait, utilement donner l'exemple.»



Le Futuroscope, sorte de Disneyland du multimédia, en banlieue de Poitiers.

## LA CEQ OUVERTE SUR LE MONDE

Communiqués de presse

La CEQ vous informe

Dossiers d'actualité

A LA UNE!

CEQ

<http://ceq.qc.ca>

# • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

Les suites du sommet de Cotonou

## Quelle sera la place de la Francophonie sur les inforoutes?

Les chefs d'État de la Francophonie s'éveillent à la réalité virtuelle

DANNY VEAR  
COLLABORATION SPÉCIALE

Réunis à Montréal du 19 au 21 mai, les ministres chargés des inforoutes au sein des pays et des gouvernements de la Francophonie placeront cette question lancinante au centre de leur programme.

Organisée sous l'égide de l'Agence de la Francophonie, en collaboration avec Québec et Ottawa, la rencontre de Montréal pourrait marquer un tournant sur la voie menant à la création d'un espace francophone au sein de la galaxie Internet.

À cette occasion, les ministres

francophones chargés des inforoutes vont adopter un plan d'action visant notamment à permettre l'accroissement de «l'offre de contenus francophones sur les réseaux mondiaux et d'en assurer une plus grande circulation».

Les ministres devraient également entériner un projet de déclaration de Montréal, expression de l'urgence et de la volonté de favoriser la présence de toute la Francophonie, celle du Nord et du Sud, sur les inforoutes.

La rencontre de Montréal vient ainsi concrétiser les décisions du sommet francophone de Cotonou

de décembre 1995.

À Cotonou, les chefs d'État des 49 pays membres de la Francophonie avaient adopté une résolution sur la société de l'information dans laquelle ils s'engageaient à promouvoir un espace francophone dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et à favoriser la place du français sur les inforoutes.

### Une stratégie

Du même coup, le sommet avait chargé un comité scientifique de 19 experts francophones d'étudier la situation et d'élaborer une proposition de plan d'action et de stratégie

pour la Francophonie des inforoutes. Depuis, le comité scientifique a complété son mandat. Au cours des derniers 18 mois, le comité d'experts a entendu spécialistes et penseurs, tenu une série de rencontres régionales et déposé le résultat de ses travaux au début du mois d'avril, à Genève, lors d'une réunion d'experts gouvernementaux.

Finalement, ces travaux ont mené à la rédaction de trois documents: un rapport sur les enjeux et l'état des lieux des inforoutes dans la Francophonie, le projet de déclaration et le projet de plan d'action. Lors de la conférence des 19, 20 et

21 mai, les ministres responsables de ce dossier vont entériner les documents.

Le but ultime de la rencontre de Montréal est simple: identifier les actions à mener — à court, moyen et long terme — pour assurer la présence de la Francophonie sur les inforoutes.

### De la parole aux actes

Entre Cotonou et Montréal, la Francophonie marque ainsi son passage de la parole aux actes, des palabres aux moyens d'agir dans le dossier des inforoutes.

Ce que les experts québécois no-

tent en coulisses, c'est que la Francophonie a mis du temps. Jugées trop américaines, trop anglophiles, les inforoutes ont suscité la méfiance de Paris. Le retard que cette démonstration de l'empire américain a pu provoquer a retardé la mise en œuvre d'une stratégie francophone des inforoutes. Cotonou aurait permis un changement de cap.

Pendant que les inforoutes connaissent une croissance exponentielle aux États-Unis depuis le début de la décennie, les chefs d'État de la Francophonie s'éveillent lentement à la réalité virtuelle.

### Questions de vocabulaire

## Inforoutes et autoroutes de l'information

Le mot inforoute trouve en partie son origine dans le concept nord-américain de *Information Superhighways*. Il désigne les «infrastructures de télécommunication qui offrent la continuité numérique d'un bout à l'autre de la chaîne d'information pour y transporter trois types de signaux (sons, écrits, données, images fixes et animées, réelles ou virtuelles)». Mais plus encore qu'à des infrastructures, il renvoie aujourd'hui à une multiplicité d'utilisateurs et d'applications.

Avec les inforoutes, la communication devient, en effet, totale et ouverte à tous; l'information est accessible en temps réel et sans contrainte de localisation géographique. Le mot inforoute n'est pas seulement un néologisme: il marque un écart de sens par rapport à la notion d'autoroutes de l'information lourde de significations secondaires. C'est à Al Gore, vice-président des États-Unis, que revient la paternité de l'expression *autoroutes de l'information*. Employée pour la première fois en 1992, elle annonce le lancement en septembre 1993, du programme d'action relatif à la National Information Infrastructure (NII). Volontairement emphatique, elle s'accorde bien à un projet qui s'inscrit dans une logique de développement d'infrastructures reposant sur l'adoption de nouveaux moyens de télécommunication parvenus à leur maturité technologique.

Le mot inforoute et ses dérivés paradigmatiques d'infosentiers ou d'infopistes, traduit d'autres choix stratégiques. Il ne s'agit pas pour les francophones de mener une politique de grands travaux mais, en s'adaptant à la diversité des *realia* d'une communauté pluriculturelle, d'induire une politique de l'information et de la communication répondant aux attentes et aux besoins, présents et prévisibles, des populations ayant la langue française en partage. La Francophonie fait ici entendre sa différence, privilégiant l'analyse de la culture de la route à celle de l'espace topologique des inforoutes. En fait, dans la culture francophone, les inforoutes tendent à désigner les nouveaux supports de l'échange et de la communication ainsi que les applications du domaine public et du domaine privé.

### Inforoute et multimédia

Il convient ensuite de bien distinguer inforoute et multimédia, ce dernier terme désignant un nouveau mode de création et d'appropriation des connaissances par regroupement, sur un même support, de plusieurs médias jusque-là séparés. Le mot inforoute renvoie à des systèmes de télécommunication qui peuvent, par exemple, favoriser, par l'accès en ligne notamment, l'exploitation véritablement interactive (voire subjective) de produits multimédias.

### Inforoute et Internet

Il apparaît également nécessaire de marquer les différences entre les inforoutes et l'Internet. Si les premières renvoient à un ensemble de moyens techniques de télécommunication, l'Internet s'identifie non pas au réseau des réseaux mais à un concept: le mot (en fait un acronyme) désigne à un ensemble de proto-

coles de communication et d'échange de données entre ordinateurs (le protocole TCP/IP). Il constitue moins un modèle exemplaire que la préfiguration assez exacte des usages futurs ou possibles des inforoutes. Son développement, hautement symptomatique d'une évolution prévisible, sinon probable, des comportements d'utilisateurs, s'impose à la réflexion concertée et prospective de la communauté francophone.

Il demeure — et sans doute est-ce là le point essentiel — que l'Internet est aujourd'hui la seule infrastructure de télécommunication véritablement mondiale et qu'il a l'exclusivité de la mise en place d'applications universelles et non propriétaires.

Bien que les inforoutes et l'Internet aient une histoire et des significations différentes, cette situation de fait nous amène à penser que l'Internet sera perçu comme la réalité inforoutière dominante dans les années à venir. Ce concept «particulièrement applicable aux petites communautés ou aux communautés éclatées [...] paraît adapté aux pays du Sud et à la Francophonie qui est, par nature, elle-même un réseau».

Même sommaire, un bilan conceptuel et terminologique laisse clairement entrevoir, derrière l'évolution des termes et expressions, l'ampleur de la révolution informationnelle.

### La révolution informationnelle

La capacité d'une société à s'informatiser devient un élément de mesure de son développement, et l'appétence de ses membres pour les nouvelles techniques de l'information et de la communication, un critère d'appréciation (subjective) de leur modernité. Plus que jamais, semble-t-il, l'information informe — au sens littéral: façonne de l'intérieur — le corps social.

Évolution des techniques, mondialisation des échanges et des données: nous sommes dans un monde en accélération. Mais, ainsi que le décelait, dès 1958, Gaston Berger, «l'accélération est un facteur de sélection».

### De sélection et de fracture

La société mondiale de l'information lance un défi majeur à la Francophonie. On assiste, en effet, à l'avènement d'une société nouvelle, ignorant des frontières et des distances, qui se constitue en communauté par l'usage partagé des mêmes médias et qui se superpose, voire se substitue progressivement aux sociétés et groupements fondés sur des contacts, pactes et constitutions. L'appel de Cotonou reconnaît un âge nouveau sous la forme d'une solennelle objurcation: les peuples ayant la langue française en partage forment un bloc qui risque de se déliter sous l'effet de l'émergence en leur sein de groupes de plus en plus actifs ayant, eux, en partage les mêmes techniques de communication.

Formidable défi ou chance unique à saisir? La question reste ouverte, mais en tout état de cause la Francophonie et ses États et gouvernements sont «condamnés au progrès», sachant que ce sont ceux qui maîtrisent les premiers une nouvelle technologie qui en tirent le plus de bénéfices.

(Rapport du comité scientifique)



Membre actif de la Francophonie, le Québec est fier de participer aux actions découlant des décisions prises au Sommet de Cotonou, en décembre 1995. Pour ma part, c'est avec enthousiasme que j'ai accepté, au nom du gouvernement du Québec, de partager la présidence de la *Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes*. À cette occasion, nous ferons le point sur la situation des inforoutes dans la Francophonie et, surtout, nous arrêterons un plan d'action dans le but de promouvoir un véritable espace francophone au sein de la société de l'information. Le Québec, de par sa culture, son histoire, sa géographie, a toujours su faire preuve de génie inventif pour vivre pleinement en français en Amérique du Nord; cette expérience particulière nous permet d'offrir une contribution unique aux pays membres de la Francophonie.

Pour nous, le développement de l'autoroute de l'information, tout en comportant des enjeux fondamentaux liés à notre identité, à notre culture et à notre langue, représente aussi une occasion exceptionnelle d'essor économique.

Au plan international, le Québec et la France ont retenu les inforoutes comme chantier prioritaire de leur coopération dès 1995. Ils y consacrent en moyenne 200 missions de part et d'autre par année pour susciter des partenariats entre institutions, associations et organismes divers.

C'est cette façon de faire, cet esprit de partage qui nous anime alors que nous nous préparons à accueillir chez nous les quelque cinquante ministres francophones responsables des inforoutes dans leurs gouvernements respectifs. Le gouvernement du Québec offre sa collaboration pour développer avec eux un véritable espace francophone sur les inforoutes. En effet, nous ne serons jamais trop nombreux à unir nos forces pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle en français.

Je remercie nos partenaires de la Francophonie d'avoir choisi Montréal pour accueillir cette grande Conférence. La Francophonie témoigne ainsi du dynamisme qui s'y manifeste en matière de télécommunications, de technologies de l'information et, particulièrement, de production multimédia de langue française et c'est tout le Québec qui en bénéficie.

La *Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes* attirera l'attention de la Francophonie sur Montréal. Le *Marché international des inforoutes et du multimédia* présentera une vitrine francophone qui mettra en évidence notre savoir-faire, notamment dans les services électroniques et le multimédia.

Je souhaite que toutes ces occasions d'échanges renforcent des collaborations déjà fructueuses et nous encouragent à investir les inforoutes pour y exprimer, dans la langue française, notre créativité et notre culture.

Louise Beaudoin

Ministre de la Culture et des Communications  
et ministre responsable de l'Autoroute de l'information

Québec

• FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

# «Les francophones doivent passer de consommateurs à producteurs de contenus»

Les Québécois constituent 5 % des francophones dans le monde, mais le Québec a créé 30 % des sites francophones du World Wide Web

MICHEL VENNE  
LE DEVOIR

La ministre québécoise de la Culture et des Communications aime à répéter un chiffre qui est à ses yeux révélateur: les Québécois constituent 5 % des francophones dans le monde, mais le Québec a créé 30 % des sites francophones du World Wide Web, la toile du réseau électronique mondial de l'Internet. Un chiffre révélateur, donc, du rôle de locomotive et d'inspirateur que joue le Québec au sein de la Francophonie sur les inforoutes.

De même, le choix de Montréal pour la tenue, du 19 au 21 mai, de la Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes n'est pas anodin non plus. Il témoigne, selon Mme Beaudoin, de l'avance relative du Québec dans ce domaine névralgique pour l'avenir.

Mais la ministre ne parle pas de ces choses avec prétention. Au contraire, elle semble inquiète. «On a donné un élan, c'est vrai. Mais c'est un élan qui ne peut pas se maintenir en solitaire», dit-elle en entrevue au Devoir. Voilà tout l'intérêt de cette conférence: «Il faut créer un espace francophone sur les inforoutes. On ne peut produire des contenus de langue française seuls dans notre coin de l'Amérique du Nord.»

C'est pourquoi Mme Beaudoin attend de cette conférence que les ministres qui y seront délégués prennent

des engagements fermes: la création d'un fonds multilatéral destiné à financer la formation des techniciens, mais surtout la production de contenus en langue française. «Les cultures qui ne seront pas numérisées dans cinquante ans seront des cultures appelées à disparaître», dit-elle avec assurance.

Ce qui l'incite à l'urgence, c'est la menace qui plane sur les francophones que d'autres, les Américains, la Banque mondiale ou les Asiatiques, produisent des contenus à notre place, les traduisent et occupent le terrain avant que les francophones n'aient eu le temps de se mettre à l'œuvre.

Mme Beaudoin donne un exemple: la possibilité que si l'on n'y prend garde, la Banque mondiale crée, en Afrique francophone, une université virtuelle avec des produits américains traduits en français.

«Il faut faire les choses par nous-mêmes, directement en français, pour les francophones», dit-elle. Les francophones ne doivent pas être que des consommateurs, ils doivent devenir des producteurs de contenus. Si on ne le fait pas nous-mêmes, d'autres le feront à notre place.»

Les engagements seront fermes. Mais les montants en cause ne seront peut-être pas dévoilés à Montréal, prévient la ministre. Il est probable, en effet, que les ministres, cette fois-ci, s'entendent sur de grands axes de développement, mais que la programmation et le financement soient plutôt décidés et annoncés au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage, à Hanoï, en novembre.

Le Québec, lui, fera sa part, dans le fonds multilatéral dont Mme Beaudoin souhaite la création. Mais il fait déjà sa part avec ses programmes de soutien à la production de contenus multimédias dont certains sont mêmes accessibles, déjà, à des coproductions avec des pays étrangers — dont les pays francophones du Sud, pays en développement qui ont cruellement besoin de soutien financier pour développer leur propre participation aux inforoutes.

### Première inspiration

La première inspiration du gouvernement du Québec, concède Mme Beaudoin, est venue en 1994, sous les libéraux de Daniel Johnson, qui avaient annoncé la création d'un fonds de 50 millions de dollars pour soutenir le développement de l'inforoute québécoise.

Mais la première impulsion réelle n'est venue que deux ans plus tard lorsque, au départ de Jacques Parizeau, le gouvernement a adopté des orientations et un plan d'action contenant 32 cibles pour l'inforoute (voir site web du Secrétariat de l'Inforoute de l'information <http://www.sai.gouv.qc.ca>).

La langue, la culture et le rayonnement du Québec constituent le quatrième groupe de cibles à atteindre. Québec vise à faire du français une langue d'usage sur l'inforoute, notamment par la promotion de la pluralité linguistique.

Il souhaite promouvoir la création de contenus originaux en français, la diffusion de la culture québécoise, l'accès aux œuvres et au patrimoine québécois. Il favorise la création d'un marché intérieur au sein des pays de la Francophonie.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«Les cultures qui ne seront pas numérisées dans cinquante ans seront appelées à disparaître», déclare la ministre Louise Beaudoin.



ARCHIVES LE DEVOIR

Louise Beaudoin, ministre québécoise de la Culture et des Communications

Pour soutenir cette politique, Québec a mis au point trois principaux outils, soit le crédit d'impôt remboursable pour la production de titres multimédias qui peut couvrir jusqu'à 35 % des coûts de main-d'œuvre, le programme d'aide à la production de titres multimédias administré par la SODEC et auquel est attribué un budget d'un million de dollars (auquel Mme Beaudoin voudrait ajouter des fonds) et le Fonds de l'autoroute de l'information, doté d'un budget de 60 millions sur trois ans.

Pour cette année, le Fonds de l'autoroute de l'information a ouvert un concours destiné à encourager la création de contenus destinés à l'inforoute dans quatre secteurs précis: les femmes, le développement régional, la petite enfance et le développement d'un moteur de recherche en français de deuxième génération.

### «Prime à la commercialisation»

Mme Beaudoin convient qu'en poursuivant des objectifs culturels par le déploiement d'un contenu francophone sur l'Internet, le Québec poursuit également des objectifs industriels. Les deux sont liés. Mais les objectifs

culturels priment, dit la ministre. Ainsi, une «prime à la commercialisation d'un titre en français» est assortie au crédit d'impôt.

Cela dit, la conférence, qui a lieu durant la même semaine que le marché du multimédia (MIM) de Montréal, donnera l'occasion aux nombreuses firmes québécoises de faire valoir leurs talents auprès des délégations, dont la plupart prolongeront leur séjour pour visiter les différents stands. En outre, Québec profitera de cette conférence pour resserrer ses liens bilatéraux avec la France dans ce secteur.

La conférence, croit Mme Beaudoin, ne devrait donner lieu à aucun accrochage avec les représentants du gouvernement fédéral. Le ministre fédéral de la Coopération, Don Boudria, coprésidera la conférence avec Mme Beaudoin. Celle-ci affirme que la collaboration a été excellente entre les deux paliers de gouvernement dans la préparation de l'événement.

Elle ajoute que sur cette question, le Québec et le Canada sont «des alliés objectifs» puisqu'il s'agit, en quelque sorte, de «résistance face à la culture américaine».

# «Un grand pas en avant pour la Francophonie»

Ottawa mise sur la participation d'institutions publiques, parapubliques et privées

MARTHE BLOUIN  
COLLABORATION SPÉCIALE

Franciser l'inforoute est de la plus haute importance et c'est certainement le dossier qui va permettre à la francophonie de se tailler un espace spécial, affirme Don Boudria, ministre de la Coopération internationale et responsable de la Francophonie.

Alors que le français perd du terrain à l'échelle mondiale, le ministre Boudria voit là l'occasion de permettre à la francophonie de faire un grand pas en avant. Le Canada, rappelle-t-il, s'est engagé dès le sommet de Cotonou à contribuer financièrement à établir des serveurs dans dix pays francophones, tous en Afrique à l'exception d'Haïti.

Au début du mois d'avril, son ministère a fait savoir qu'il procédait à une deuxième étape, maintenant que les dix pays sont presque tous branchés. Quinze autres pays en voie de développement peuvent soumettre leur candidature. Il s'agit d'une contribution canadienne de 2,5 millions de dollars.

En tant que ministre des Rela-

tions internationales, Don Boudria est aussi responsable de l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international, une responsabilité, on le devine, qui lui tient autant à cœur que la Francophonie. «Internet, c'est un outil de développement. Les pays en voie de développement peuvent, grâce à l'Internet, se brancher avec d'autres pays, se brancher surtout au savoir, aux données, à l'information, à tout ce qui existe ailleurs.»

Mais plus encore, tient à préciser le ministre, l'information peut non seulement être rendue accessible du Nord au Sud, mais également du Sud au Nord.

«Cette démocratisation de l'inforoute est très importante. Tous ceux et celles qui peuvent recevoir de l'information peuvent également en donner dans ce système. Un organisme au Bénin, par exemple, peut contribuer à nous faire partager ses connaissances. L'inforoute peut ainsi aller dans les deux sens.»

Le ministre Boudria croit que l'inforoute peut aussi être un outil de développement démocratique, un outil en faveur des droits de la personne. «Aujourd'hui, avec l'Internet, même si un pays voulait contrôler l'information, celle-ci n'est plus unidirectionnelle. Un régime qui voudrait permettre l'Internet en excluant certaines parties, d'après moi, n'y arriverait jamais.»

En ce qui concerne la participation canadienne à la création de contenus francophones sur l'inforoute, Ottawa mise sur la participation d'institutions publiques et parapubliques, mais compte aussi beaucoup sur le secteur privé.

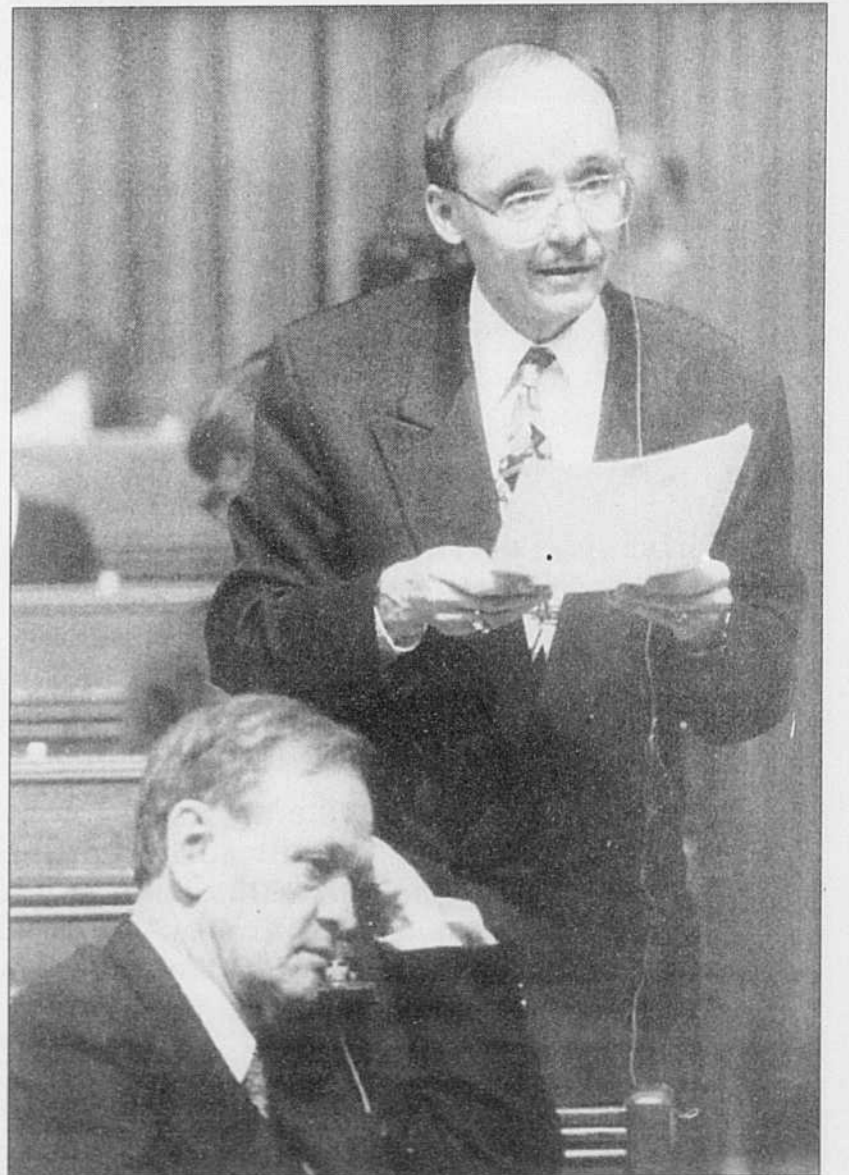
Et quand on fait remarquer au ministre que l'effort semble provenir surtout du Québec, celui-ci précise que la contribution doit venir de partout au Canada, mais que

«personne ne veut enlever la part importante qu'a à jouer le Québec, qui est bien sûr à l'intérieur du Canada.»

On estime à l'heure actuelle que les sites en français représentent seulement 3 à 4,5 % des programmes de l'Internet. Pour améliorer la place du français, on a d'ailleurs créé à Moncton, au Nouveau-Brunswick, le Centre international de développement de l'informatique en français, qui va participer à la création de contenus et qui est l'un des thèmes du plan d'action de la conférence de Montréal.

Le ministre Boudria considère que le Canada doit occuper une place importante sur l'inforoute francophone, et qu'il va de soi que le Québec ait davantage à offrir parce qu'il est le lieu principal de résidence des francophones. Le Canada, tient à préciser le ministre de la Francophonie, veut contribuer non seulement à préserver la place du français mais aussi à aider la francophonie à faire un grand pas vers l'avenir grâce aux inforoutes. «Plusieurs disent qu'on a reculé; cela nous permettra peut-être de reprendre du terrain perdu. C'est ce que je souhaite.»

À Cotonou, le Canada s'est engagé à établir des serveurs dans neuf pays francophones d'Afrique et en Haïti



ARCHIVES

Don Boudria (à droite), ministre canadien des Relations internationales

Navigation sur un monde d'information et de courrier électronique  
2<sup>e</sup> édition revue et corrigée  
**INTERNET**  
LE MONDE À LA PORTÉE DE LA MAIN

Cet ouvrage s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à INTERNET, pour l'école, pour le travail professionnel ou le loisir.  
On y présente au lecteur les connaissances de base sur INTERNET. Les rares termes techniques, plus particulièrement la notion de réseau, y sont expliqués dans un langage simple et direct. La structure d'INTERNET est suffisamment illustrée pour bien situer le lecteur. Le texte comprend l'explication sur les fameuses adresses électroniques qui font déjà tant partie de nos vies que nos numéros de téléphone.  
Le livre emprunte la personnalité d'une personne désireuse de s'initier à l'utilisation d'INTERNET et n'ayant aucune connaissance sur le sujet. Les auteurs informent sur la marche à suivre et prodiguent les conseils d'usage pour qui veut se brancher au réseau.  
Les principales fonctions disponibles sur INTERNET, le courrier électronique et la navigation sur les pages WEB font l'objet d'un chapitre chacun, abondamment illustré d'exemples.  
Pas besoin d'avoir la bosse des mathématiques ni d'être un expert en informatique pour maîtriser INTERNET. Il suffit d'entreprendre la lecture de ce petit livre et d'en suivre les exemples pas à pas pour devenir un courrieliste accompli et un explorateur aguerri... du bout des doigts.

**NOUVEAUTÉ**  
**INTERNET**  
LE MONDE À LA PORTÉE DE LA MAIN  
2<sup>e</sup> édition revue et corrigée  
Guérin, éditeur ltée  
4501, rue Drolet  
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada  
Téléphone: (514) 842-3481  
Télécopieur: (514) 842-4923  
Adresse Internet: <http://www.guerin.qc.ca>  
Internauts... Prêts?... Partez.

## • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

### Une vigie au service des navigateurs francophones

Plutôt qu'un observatoire de plus (que d'autres estiment, par définition, passif), les experts gouvernementaux souhaitent que leurs ministres décident de la mise en place d'une vigie qui puisse jouer à la fois un rôle de surveillance, d'alerte et de communication constructive entre les navigateurs de tous les pays du monde francophones.

Ce «mécanisme de veille de type coopératif» aurait notamment pour mission d'analyser les données disponibles sur les réseaux, d'enregistrer les informations dont l'intérêt pour la Francophonie est évident et de signaler aux usagers franco-

phones les applications innovatrices.

Lieu d'animation d'un forum permanent de discussion et de partage des expériences, la vigie francophone tiendrait lieu de centre d'aiguillage d'où l'on pourrait «pointer» sur les principaux serveurs francophones. Elle permettrait également de faire connaître les informations et les règles sur les appels d'offres et les propositions francophones en technologies de l'information et de la communication. C'est ainsi qu'elle pourrait, par exemple, aider les francophones à s'informer sur l'usage et l'impact social des applications et aussi — sinon surtout — sur les possibilités de

formation dans le domaine des inforoutes.

La vigie devrait contribuer à établir et à animer un réseau de «correspondants volontaires et créatifs qui participeront à la veille active».

La vigie francophone, enfin, faciliterait une information permanente sur la poursuite des négociations et sur les décisions des instances internationales relativement aux protocoles et aux normes, aux logiciels de navigation, au commerce international des biens et services, au droit en matière de propriété intellectuelle, au commerce électronique, à la gestion des domaines et à l'adressage...

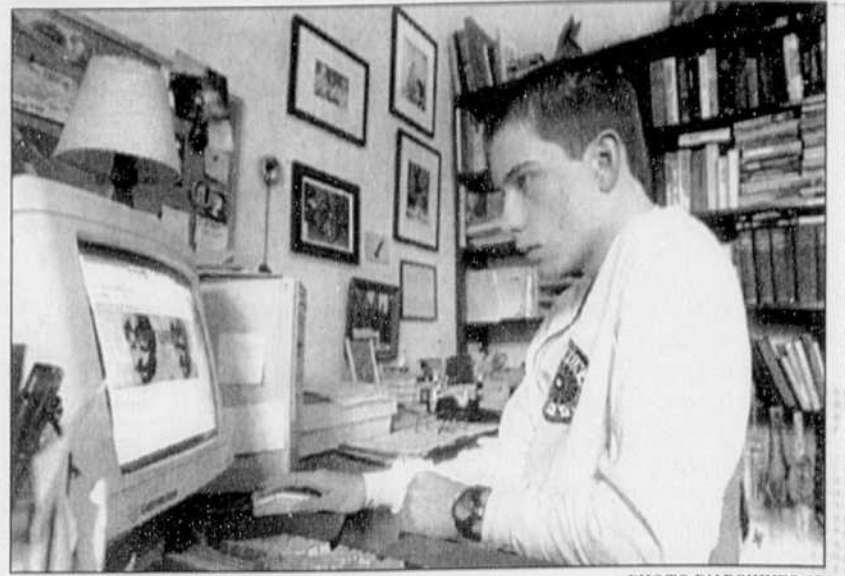


PHOTO D'ARCHIVES AP

### Un formidable défi culturel, économique et technique

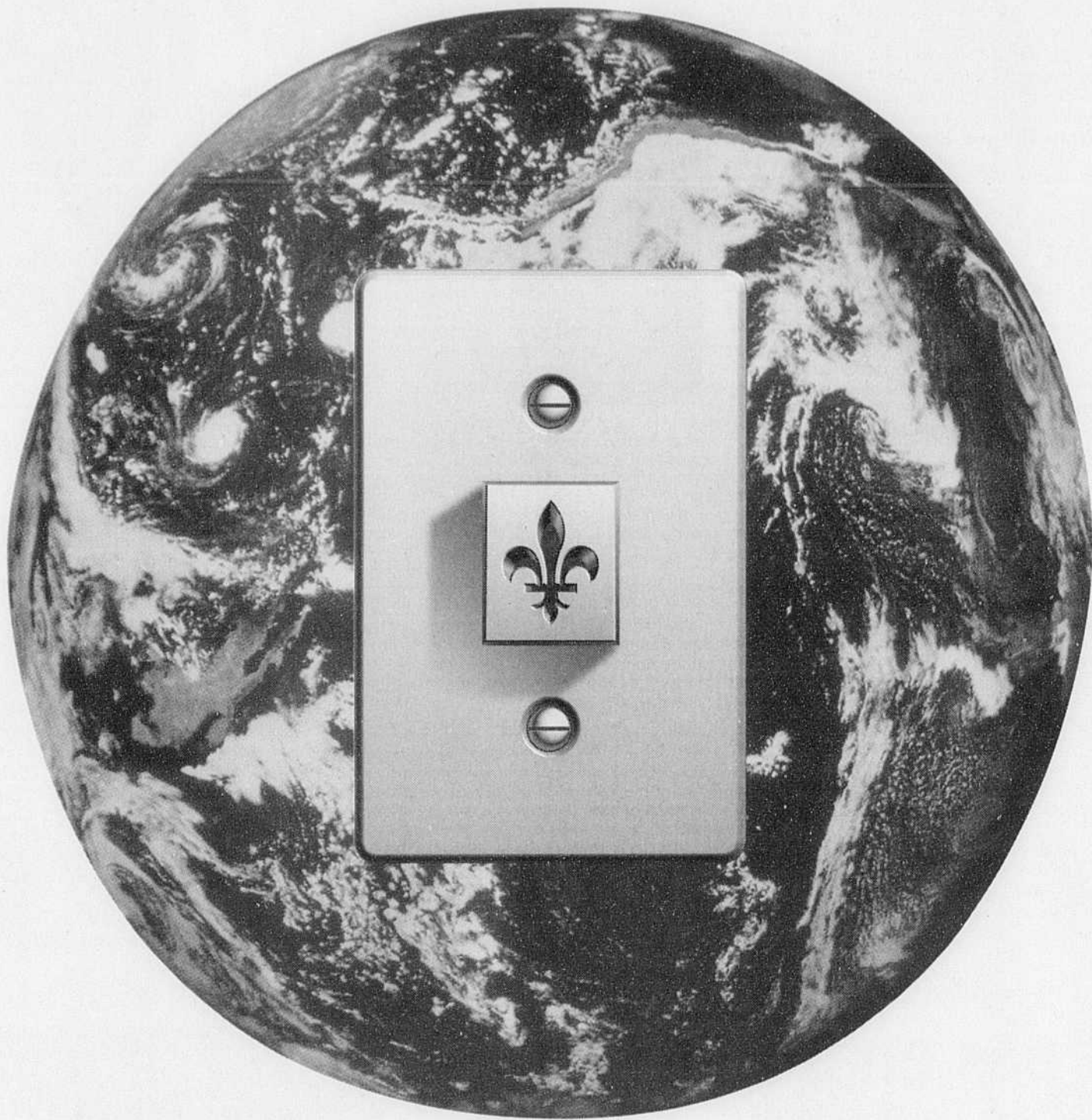
Les inforoutes ont consacré l'entrée de la communication dans une nouvelle dimension en même temps que les débuts d'une véritable révolution dont les effets seront plus importants que ceux induits par l'électrification ou l'évolution des transports depuis 1900. Cette révolution — ou mieux peut-être, cette mutation — affectera en profondeur le comportement des individus comme les rouages de fonctionnement des sociétés (relations du citoyen à la Cité, fonctionnement des structures sociales, organisation du travail, etc.).

On peut d'ores et déjà en mesurer l'ampleur devant les récentes avancées des techniques d'information et de communication. C'est ainsi qu'aux moyens traditionnels (l'usage fait ici la tradition) qui vont du téléphone au micro-ordinateur, s'ajoutent les nouveaux médias. Procédant des technologies de la diffusion et de la communication les plus actuelles, ceux-ci se déploient à la conjonction des télécommunications, de l'informatique, de l'audiovisuel et de l'édition. Ils affectent simultanément trois domaines différents: la transmission et l'aiguillage de l'information, son recueil, son stockage. Il est à remarquer que, par ailleurs, deux autres points ressortent avec vigueur: la présentation et le traitement de l'information. Ces éléments s'insèrent donc à deux niveaux: d'une part quant à l'amélioration des anciens réseaux de communication (ainsi la télévisión distribution), et d'autre part vers l'ouverture de voies nouvelles: vidéodisque, CD-ROM, disques optiques, micro-ordinateurs communicants, dispositifs à accès sélectif.

Sans doute est-ce la diffusion qui, avec les enjeux actuels de la numérisation, appelle la plus forte mobilisation. La transformation des informations en données numériques permet une compression importante et donc la possibilité de transmettre (ou encore de stocker) plusieurs émissions, où jadis, il n'y avait de la place que pour une seule.

On observe alors une réduction des coûts et une multiplication des programmes. Le débat technique sur la diffusion est alors dépassé par des considérations sur les stratégies commerciales à adopter. La révolution du numérique qui se réalise sous nos yeux aux Etats-Unis (le système Direct-TV permet de diffuser près de 150 programmes de télévision numérique) et en Europe (Canal Plus, Bertelsmann, Kirch, TPS, etc. qui ont lancé, en 1996, les premiers bouquets satellitaires numériques) lance en fait à la Francophonie «un formidable défi culturel, technologique et économique. Ce défi, les francophones doivent en prendre la mesure: il y va de l'avenir de la Francophonie, de sa capacité à rester un pôle culturel et linguistique de premier plan dans la société mondiale de l'information et de la communication qui se dessine aujourd'hui».

(Rapport du comité scientifique)



# Branché

Partenaire actif au sein de la Francophonie, le Québec est fier d'accueillir la Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes.

Ville hôte de cet important événement, forte de ses artistes et de ses créateurs, Montréal est également reconnue pour le dynamisme qui s'y manifeste en matière de télécommunications, de technologies de l'information et de production multimédia de langue française.

Le Québec est déjà bien engagé dans la création et la diffusion, sur les inforoutes, de services et de contenus d'expression française qui reflètent ses valeurs.

Le Québec collabore activement avec ses partenaires de la Francophonie afin de donner aux inforoutes un accent francophone.

Venez nous rencontrer à l'espace Québec au Marché international des inforoutes et du multimédia.



Gouvernement du Québec  
Ministère de la Culture  
et des Communications  
Secrétariat de l'autoroute  
de l'information

<http://www.sai.gouv.qc.ca>

Québec

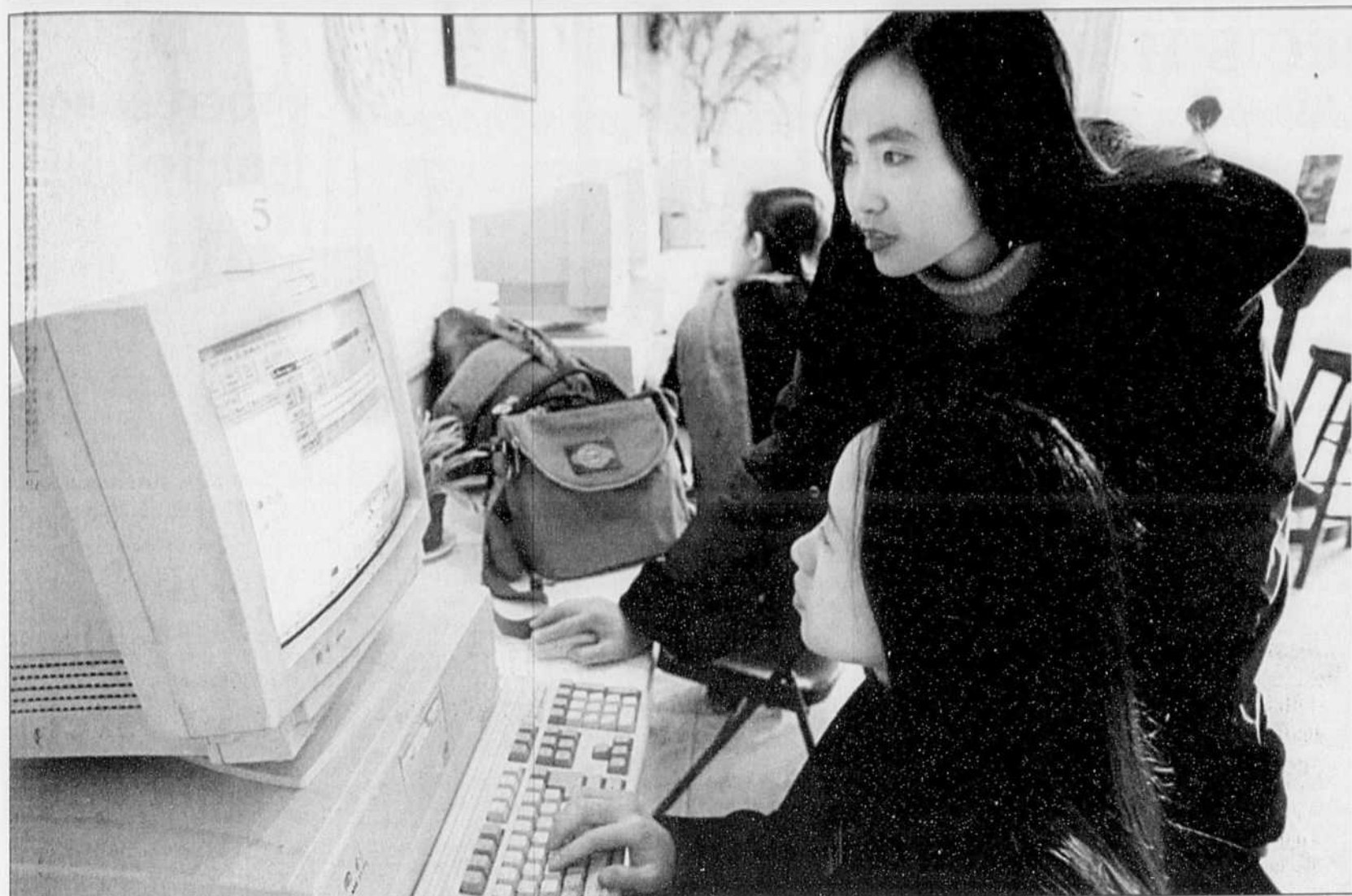
<http://www.gouv.qc.ca>



Gouvernement du Québec  
Ministère de la Culture  
et des Communications

<http://www.mcc.gouv.qc.ca>

## FRANCOPHONIE ET INFOROUTES



ARCHIVES LE DEVOIR

Dans les pays de l'Asie et de l'Afrique francophone, les centres SYFED-REFER sont des portes d'entrée aux banques de données de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

## Formation à distance sur l'Internet

Le courrier électronique facilite les relations entre l'étudiant et le professeur

DANNY VEAR  
COLLABORATION SPÉCIALE

Depuis quelques mois, le docteur Louis Patry, spécialiste et professeur en santé au travail de l'Université McGill, communique presque tous les jours par courrier électronique avec le Bénin et la France.

Avec ses collègues français et béninois, il met la dernière main au programme de formation à la recherche en santé au travail (FORST) qui sera offert sous peu dans cinq pays de l'Afrique francophone. Dès septembre, treize étudiants du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Sénégal et du Maroc vont amorcer des études de deuxième cycle en santé au travail dans le cadre de ce programme.

La particularité du programme FORST, c'est qu'il s'agit d'un cours de formation à distance dans lequel le courrier électronique joue un rôle primordial.

«Nous avons voulu créer une classe virtuelle. Chacun de leur côté, les étudiants recevront une formation à distance individuelle. Mais, avec le service de messagerie électronique, ils pourront maintenir des échanges réguliers entre eux et leurs professeurs. Nous souhaitons que cela brise la sensation d'isolement qui pourrait accompagner une telle formation», explique le docteur Patry.

Le programme implique une douzaine de professeurs de l'Université McGill et des universités françaises de Lille et de Strasbourg qui sont jumelées à des collègues des universités du Bénin, de Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Maroc et du Sénégal.

Condition essentielle à la réalisation de ce projet, étudiants et professeurs

africains devaient avoir accès à des équipements informatiques et au réseau Internet. Toutefois, dans certains pays de l'Afrique francophone, posséder un ordinateur n'est pas à la portée de toutes les bourses et se brancher au réseau des réseaux est non seulement inabordable mais souvent carrément impossible en raison de la rareté des fournisseurs de services nationaux.

La solution à tous ces problèmes est venue de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française et de l'Université des réseaux d'expression française (AUPELF-UREF) par l'entremise de son réseau de centres SYFED-REFER présent dans tous les pays concernés par le projet. Ce réseau à l'acronyme rébarbatif regroupe 24 centres de collecte et de diffusion de l'information en français situés dans autant de pays francophones ou francophiles.

### 350 établissements

Comme son nom l'indique, le REFER (Réseau électronique francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche) vise à faciliter les échanges scientifiques au sein de la communauté francophone à l'aide des inforoutes. Son site Web «Espace scientifique francophone» loge la liste des quelque 350 établissements supérieurs et de recherche membres de l'AUPPELF-UREF, les programmes de l'Association, des revues scientifiques et des publications, etc.

Avec ce réseau, les chercheurs francophones peuvent avoir accès aux inforoutes, y travailler en français et y trouver des données en français. En effet, dans chacun des centres SYFED-REFER, on a mis en place un serveur, relié à tous les 23 autres, plate-forme de communication qui assure un accès au

réseau Internet. De plus, les centres permettent aux chercheurs l'utilisation des équipements informatiques nécessaires à la quête et à la transmission d'informations sur les inforoutes.

Dans les pays de l'Asie et de l'Afrique francophone, ces véritables centres d'accès aux inforoutes, portes d'entrée aux banques de données de l'Europe et de l'Amérique du Nord, revêtent une importance primordiale. Pour les chercheurs de certains pays du Sud, ils représentent même le seul ou le rare accès à l'Internet, au Web et au courrier électronique.

«Les chercheurs africains communiquent à travers nos centres vers l'Europe et vers le Canada. Nous offrons ainsi aux chercheurs du Sud un accès à de l'information en français dans leurs spécialités. C'est une réponse aux manques criants et aux déséquilibres dans la circulation de l'information scientifique entre le Nord et le Sud», explique Nora Stamboulieh, coordonnatrice du centre de ressources du bureau nord-américain de l'AUPPELF-UREF, à Montréal.

A travers le réseau REFER, le docteur Patry a trouvé une réponse aux problèmes logistiques du programme FORST.

Dans le cadre de ce programme, le centre SYFED-REFER des cinq pays concernés finance en partie l'accès aux inforoutes pour tous les étudiants inscrits au programme de formation à distance en santé au travail. A Rabat, Cotonou, Abdijan, Dakar et Conakry, un ordinateur équipé d'un modem est ainsi mis à la disposition des étudiants et professeurs du programme.

«Depuis trois ans, le progrès des services de courrier électronique est si extraordinaire qu'il a ajouté une dimension à notre projet de formation à distance: il va améliorer notre relation entre les étu-

dants et les professeurs. Entre nous, les frontières auront moins d'importance», dit le docteur Patry.

Inspiré de la maîtrise en santé au travail de McGill, préparé par des professeurs canadiens, français et africains, le programme académique dure trois ans et mène à un diplôme de maîtrise de McGill.

### Un programme de dix ans

Rendu possible grâce aux subventions de plus de 800 000 \$ du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et de la Commission internationale de santé au travail, le programme FORST vise à remédier à la pénurie de spécialistes en santé au travail dans les pays d'Afrique francophone. Il devrait s'échelonner sur dix ans et former une centaine de spécialistes.

Utilisateurs du réseau des réseaux, les premiers candidats à la maîtrise de McGill n'abandonneront toutefois ni le crayon ni le papier pour leurs cours. L'apprentissage individuel demeure au centre des cours de formation à distance. Les étudiants devront suivre un guide, effectuer des lectures obligatoires et compléter des travaux. Ils communiqueront avec leurs professeurs pour recevoir des explications sur leur dernier cours d'ergonomie ou pour transmettre leur dernier travail mensuel du cours de toxicologie.

Etudiants et professeurs se retrouveront deux fois par an à l'occasion de sessions intensives de trois semaines. Question de faire le point et de vérifier si la matière est bien comprise. Comme quoi on ne relègue pas si facilement aux oubliettes la bonne vieille salle de classe.

<http://www.refer.qc.ca/ESF>

Sur cinq continents

## Une communauté solidaire

Présente sur les cinq continents, la Francophonie est constituée de pays dits «avancés» et de «pays en développement» ou «en transition». Dans ce cadre original et sans doute exemplaire, une solidarité s'est exprimée en priorité pour la défense et la promotion de la langue française; elle s'est ensuite fortement manifestée en d'autres domaines, par exemple, en formation, à travers des efforts remarquables déployés notamment par l'Agence de la francophonie et l'AUPPELF-UREF.

Devant la révolution de la pensée et donc de l'action que porte en lui le développement des inforoutes, la communauté francophone a affiché, dans la résolution de Cotonou, le parti d'une solidarité offensive. Un champ s'est ainsi ouvert à de nouvelles initiatives qui ont donné force nouvelle et plein sens au concept de «codéveloppement».

«Dans les sociétés d'aujourd'hui où l'argument économique prédomine le plus souvent, où sont recherchés profits à court terme et réactivité accrue des organisations et des individus, la présence des inforoutes peut accroître les instabilités en donnant trop de fluidité aux échanges immatériels et en diminuant localement les emplois, soit par gain d'efficacité, soit par délocalisation vers des pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse. Elles peuvent donc contribuer à amplifier les fractures aussi bien entre pays industrialisés et pays en développement qu'à l'intérieur des pays industrialisés eux-mêmes.

Pour autant, il est impossible de ne pas mettre en œuvre les instruments nouveaux, précisément à cause de leur puissance et de leurs effets éco-

nomiques. Il faut donc gérer le mieux possible leur intégration dans la vie de l'humanité. Face aux considérations à court terme d'une logique purement économique, il faut réaffirmer l'importance d'une vision à moyen et long terme, plus politique. Celle-ci se fonde sur le transfert ordonné des compétences et des systèmes de production des pays industrialisés vers les pays en développement, de façon à assurer un rééquilibrage des marchés et ainsi mettre en place les conditions nécessaires à un codéveloppement harmonieux des différents pays du monde. Et pour ce faire, les inforoutes sont indispensables.

Par leur diversité, l'importance des moyens économiques disponibles et leurs traditions culturelles, les espaces francophones constituent... un terrain propice au déploiement de cette politique de rééquilibrage mondial.

Cette idée de mieux en mieux perçue que les inforoutes sont à l'origine d'une nouvelle donne internationale, donc de nouvelles chances, trouve effectivement dans la Francophonie un terrain favorable: la solidarité passée et présente peut trouver dans la communauté francophone telle qu'elle est composée une sorte de laboratoire dont les expériences efficaces peuvent peser sur l'évolution de la société de l'information. C'est, par une autre voie, retrouver l'appel lancé à Genève en 1995 par Nelson Mandela: «Les technologies de communication ne doivent plus être considérées comme un luxe, intervenant après le développement général du pays, mais comme une des convictions qui déterminent les capacités des pays en développement à engager la modernisation de leur économie et de leur société.»

(Rapport du comité scientifique)

1947-1997



Association canadienne  
d'éducation de langue française

Engagée sur l'autoroute  
de l'information

Site Internet : <http://www.acelf.ca>

Banque d'activités pédagogiques  
sur Internet (lancement à l'automne 1997)

Forum sur l'avenir de l'éducation  
de langue française :

«Sur l'autoroute de l'information et des  
communications, y a-t-il des laissez-passer  
francophones?»

Du 6 au 9 août 1997, Hôtel Loews Le Concorde, Québec

S'engager sur l'autoroute de l'information, c'est  
rapprocher nos réalités, supprimer nos distances,  
partager nos différences, accentuer nos complicités,  
raffermir nos liens... C'est l'essence même de notre  
mission.

268, rue Marie-de-l'Incarnation, Québec (Québec) G1N 3G4  
Téléphone : (418) 681-4661 — Télécopieur : (418) 681-3389  
Courrier électronique : [informat@acelf.ca](mailto:informat@acelf.ca)

### Centre international pour le développement de l'inforoute en français

<http://w3.cidif.org>

Établi au Nouveau-Brunswick (Canada), le Centre international pour le développement de l'inforoute en français (CIDIF) est un organisme à but non lucratif chargé de consolider la présence francophone sur l'inforoute.

Le CIDIF concentre son action sur les enjeux du développement de la société de l'information en Francophonie. Il offre un centre de ressources aux individus et aux organismes qui veulent contribuer à l'essor de l'Internet et des technologies connexes dans l'espace francophone.

165, boul. Hébert, Edmundston (Nouveau-Brunswick) Canada E3V 2S8  
Tél. : (1 506) 737-5280 \* Fax : (1 506) 737-5281 \* [info@cidif.org](mailto:info@cidif.org)

#### L'Encyclopédie

Pour parfaire sa culture  
générale et scientifique

#### Le Métarépertoire

Pour orienter ses  
recherches dans l'espace  
francophone d'Internet

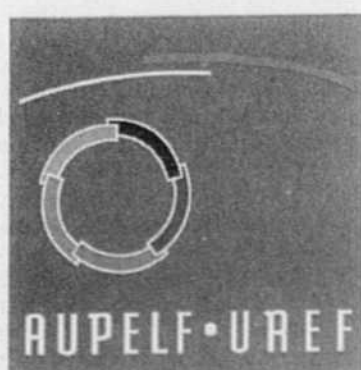
#### La Boîte à outils

Pour favoriser la diffusion  
des logiciels en français  
pour Internet

Le MÉTARÉPERTOIRE

Encyclopédie  
de l'Internet francophone

La boîte à outils  
du cidif



Agence  
francophone  
pour  
l'enseignement  
supérieur  
et la recherche

L'UNIVERSITÉ MONDIALE  
DE LA FRANCOPHONIE

<http://www.aupelf-uref.org>

<http://www.refer.org>

• FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

# Le Québec sur l'inforoute

Pour Michel Cartier, le Québec doit repenser sa relation avec l'espace francophone

DANNY VEAR  
COLLABORATION SPÉCIALE

Le Québec se trompe s'il arrime le développement de ses inforoutes et de ses contenus à celui de la Francophonie, croit Michel Cartier, professeur de communications de l'Université du Québec à Montréal.

« Sous sa forme actuelle, la Francophonie met en danger le développement des inforoutes québécoises, dit-il. Il y a trois ans, la France et ses partenaires ont levé le nez sur Internet. Aujourd'hui, c'est toute la Francophonie qui paie le prix de cette erreur, mais elle est incapable de prendre les décisions qui s'imposent pour reprendre le terrain perdu. Depuis, on assiste à une lente descente de tous ceux qui participent à la Francophonie, alors que les États-Unis augmentent leur avance. »

Cet observateur de premier plan sonne l'alarme, alors que les ministres francophones chargés des inforoutes se réunissent cette semaine à Montréal, parce qu'il juge que la situation est urgente.

Michel Cartier n'est pas le premier venu. Consultant de la Commission européenne sur les communications, invité à l'occasion de travaux de l'UNESCO et de ceux du comité Théry sur les inforoutes en France, il est reconnu des milieux politiques européens et nord-américains. En avril, il s'est rendu à Genève à titre d'expert pour assister à la dernière réunion du comité scientifique chargé d'examiner l'état de la situation des inforoutes fran-

cophones et de proposer des moyens d'action aux ministres présents à Montréal.

Il en est revenu amer. « Les scientifiques européens ne comprennent pas l'ampleur de la révolution que nous vivons. On se préoccupe de la défense des intérêts établis, du Minitel, de France Télécom, et on oublie l'avenir et l'extraordinaire expertise qui s'est développée au Québec. C'est inacceptable que le Québec et son savoir-faire ne soient pas mis à contribution au sein de la Francophonie », dit-il.

**Le Québec et le Canada possèdent 57 % de tous les ordinateurs branchés à l'Internet dans l'espace francophone, contre 25 % seulement pour la France**

Michel Cartier appuie son jugement sur une analyse de ce qu'il appelle « les trois handicaps de la Francophonie » et « les trois freins de la France ».

Selon lui, la Francophonie souffre de trois maux : l'incompréhension de certains leaders des pays du Sud des enjeux des inforoutes, le poids de la France — et de France Télécom — sur les décisions qui touchent le développement de l'Afrique francophone, et le retard de l'industrie française du multimédia.

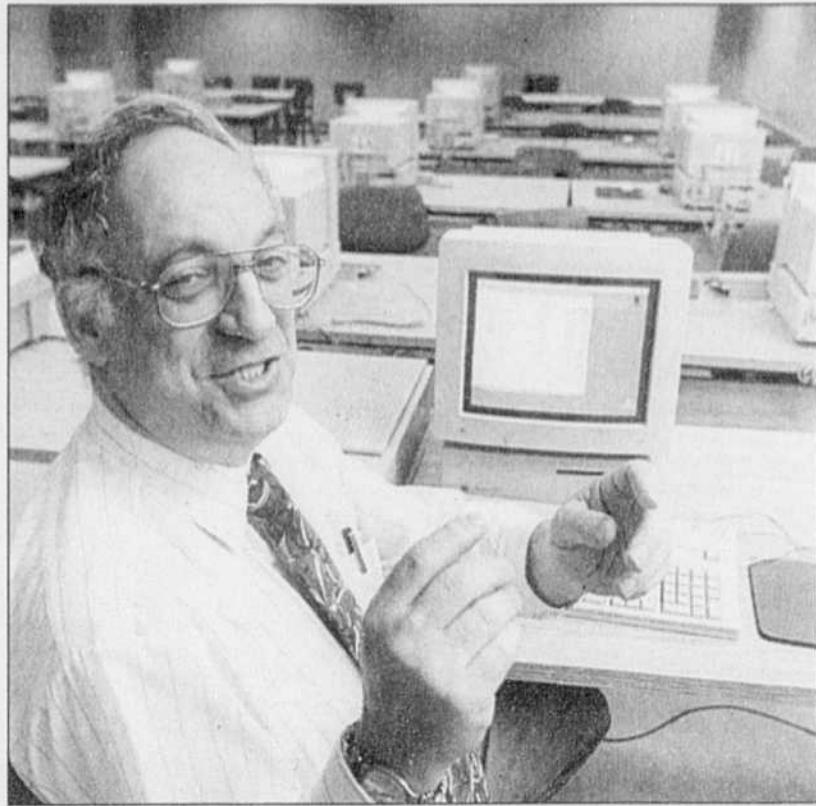
Bien que la méconnaissance des leaders des pays en voie de développement puisse être surmontée, elle doit composer avec les pressions françaises dans les pays de l'Afrique francophone, toujours perçue comme une chasse-gardée de la

France éternelle. En d'autres mots, le gouvernement français n'aime pas voir les entreprises québécoises, encore moins américaines (pourtant les plus actives dans cette région) brancher les pays d'Afrique au réseau des réseaux. « Le problème, c'est que la France des télécommunications et des inforoutes est en retard de trois ans sur ce qui se fait aux États-Unis, explique M. Cartier. Et ce retard menace toute la Francophonie. »

Selon cet expert, trois facteurs — ou trois « freins » — viennent expliquer le retard de l'industrie française : le Minitel, les taxes sur les équipements informatiques et le mode de facturation de France Télécom.

En effet, la France et France Télécom s'accrochent à un réseau télématique démodé, le Minitel, « fort valable il y a dix ans mais complètement dépassé », commente-t-il. Ensuite, le taux de pénétration des ordinateurs personnels dans les foyers français reste bas, en raison d'une taxe de 20 % à l'achat de tout appareil informatique. Enfin, France Télécom a adopté une facturation chronométrée de ses services : un internaute qui reste branché trop longtemps devra s'attendre à une facture particulièrement salée.

Ces trois facteurs ralentissent la progression de l'Internet dans les foyers français. Résultat? La France reste à l'écart. À l'échelle planétaire, selon la firme américaine Network Wizards, il y avait environ 16,15 millions d'ordinateurs connectés à l'Internet en janvier 1997, dont à peine 1,061 million, soit environ 7 %, se trouvent dans l'espace francophone. Au sein de la Francophonie, le



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Michel Cartier, professeur de communications à l'UQAM, soutient que la France n'aimerait pas voir des entreprises étrangères brancher les pays d'Afrique au réseau des réseaux.

Québec et le Canada occupent une « position prééminente », souligne le rapport du comité scientifique. C'est peu dire. En fait, le Québec et le Canada francophone possèdent environ 57 % de tous les ordinateurs branchés à l'Internet dans l'espace francophone. La France? À peine 25 %! « À ce rythme, c'est une bataille perdue que celle de la Francophonie », dit Michel Cartier.

Pour le professeur, le Québec doit donc repenser sa relation avec l'espa-

ce francophone. « Le Québec a deux avenues : celle qui s'ouvre sur la Francophonie et celle qui donne sur l'Amérique. Si la Francophonie devient un handicap en raison des inquiétudes françaises sur l'Internet et des retards qu'elles causent, ne faudrait-il pas se tourner vers le continent américain? Ne vaudrait-il pas mieux tourner nos énergies vers l'Amérique du Sud et consolider nos alliances américaines avec les leaders des nouvelles industries de la connaissance? »

## Le cyberspace publicitaire

DANNY VEAR  
COLLABORATION SPÉCIALE

Paradoxe du village planétaire, les citoyens du cyberspace naviguent avant tout chez eux, dans leur langue, sur les chemins les plus fréquentés. Selon une enquête de la maison de sondage Harris parue dans la revue *Business Week*, 57 % des répondants disent avoir développé leurs petites habitudes et être retournés sur une liste limitée de sites.

En raison de ces habitudes plus casanières, les sites les plus achalandés sont maintenant en mesure de générer des revenus publicitaires plus substantiels, note le journaliste Jean-Pierre Cloutier dans ses *Chroniques de Cybérie*.

Résultat? Les revenus publicitaires, évalués à près d'un milliard de dollars, sont à la hausse sur les sites américains.

Et au Québec? Toujours embryonnaire, le cyberspace publicitaire s'apprête à devenir la voie royale de la commercialisation de l'Internet au Québec. Plus encore que les transactions électroniques — autre source de revenus potentiels pour les sites québécois — la croissance de l'assiette publicitaire sur la toile pourrait ainsi soutenir le développement économique de toute l'industrie.

« Le Québec est en retard de huit ou dix mois sur ce qui se passe aux États-Unis. Mais on sent que le marché publicitaire québécois décolle », affirme Guy Fauré, directeur général de la division Services PC, et responsable d'InfiniT, chez Vidéo-

tron. Avec son site InfiniT, Vidéo-

tron veut bâtir un « centre commercial virtuel ». Service d'accès pour les internautes, InfiniT héberge à son enseigne une trentaine de sites d'informations et de transactions qui lui sont exclusifs.

Selon M. Fauré, InfiniT reçoit la visite de quelque 25 000 internautes par jour, soit 700 000 par mois! Un tel achalandage intéresse déjà les publicitaires. Ford, Desjardins et Cascades annoncent sur InfiniT, qui bénéficie de l'aide de TVA, membre du Groupe Vidéo-

tron, pour ses ventes de publicité. Pour le moment, les revenus publicitaires s'élevaient à quelque 20 000 \$ par mois. D'ici septembre 98, ils seront d'un million de dollars par an, prédit M. Fauré.

Les entreprises québécoises se montrent donc intéressées à dépenser une portion de leur budget publicitaire sur des sites choisis de la toile.

« Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Les annonceurs publicitaires partent de loin. Il faut leur faire comprendre que, si 20 % de la population du Québec a déjà utilisé l'Internet, c'est que ce n'est plus un média mineur », affirme Olivier Soussy, ancien de l'agence de publicité Cossette, maintenant à la tête de sa propre agence, Soussy.com, spécialisée dans la représentation publicitaire des sites québécois. Parmi ses clients, on retrouve Les Chroniques de Cybérie, MusiquePlus et La Toile du Québec.

En ce moment, peu de sites québécois génèrent des revenus publicitaires intéressants. L'un des sites les plus achalandés, La Toile du Québec, a vendu pour quelque 100 000 \$ de publicité au cours de la dernière année, affirme Yves Williams, président de NETgraph. Question d'établir sa crédibilité auprès des annonceurs : La Toile du Québec a mandaté la firme Impact-Recherche pour qu'elle évalue le nombre de ses visiteurs — entre 14 000 et 15 000 internautes par jour!

Un seul autre site québécois a commandé une évaluation indépendante de son « auditoire ». Il s'agit de Branchez-vous! qui, selon BBM New Media, accueille 25 000 visiteurs par semaine.

« Il n'y a pas de doute que l'Internet va prendre place aux côtés des médias traditionnels dans toute bonne stratégie publicitaire », dit Patrick Pierra, président d'Invention Média et éditeur du magazine et du site Branchez-vous!.

« L'an dernier, nos revenus publicitaires étaient négligeables. Cette année, ils sont un peu plus intéressants, même s'ils sont encore faibles. »

Alors que les ministres francophones chargés des inforoutes discutent de l'avenir du français sur l'Internet cette semaine à Montréal, Patrick Pierra note qu'il n'existe pas de marché publicitaire francophone international. « Les grandes entreprises internationales françaises, suisses ou canadiennes ne mettent pas en place de stratégies publicitaires mondiales qui rejoindraient toute la Francophonie. Pourtant, il y a des industries, comme celles de la langue, de l'édition et du logiciel, qui s'y prêteraient bien. Et les sites en français sur Internet leur permettraient d'atteindre une petite niche bien ciblée », dit-il.

Selon BBM, les visiteurs du site de Branchez-vous! proviennent à 85 % du Québec à 15 % de l'Europe. Y a-t-il un annonceur intéressé à toute la Francophonie quelque part?

Seize millions d'ordinateurs sont actuellement connectés à l'Internet, dont à peine 7 % dans l'espace francophone



## UN PARTI PRIS POUR LA DIVERSITÉ ET LE PLURALISME CULTUREL

Sylvain Simard  
Ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie

Partout dans le monde, les nations s'interrogent sur la place que leur langue et leur culture occuperont sur les inforoutes et sur la part que ce nouveau média, aux effets et aux promesses encore insoupçonnés, jouera dans leur développement. Cette interrogation, les pays et les nations de la Francophonie l'ont tôt fait leur. Lors du sommet de Cotonou tenu en décembre 1995, les chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage ont pris l'engagement de promouvoir l'émergence d'un espace francophone de communication sur

les inforoutes et ont convenu de convoquer une conférence des ministres de la Francophonie chargés des inforoutes. Montréal, capitale naissante du multimédia, en sera bientôt l'hôte. Cet événement est pour le Québec tout entier un honneur et pour le gouvernement du Québec l'occasion de confirmer son soutien aux efforts entrepris par la communauté francophone internationale pour se tailler une place dans le cyberspace.

Au cours de ce siècle, le téléphone, la télévision, l'informatique et les transports rapides ont bouleversé nos modes de vie et l'organisation même de nos sociétés et de nos économies. Aujourd'hui, un nouvel outil de communication, l'inforoute, multiplie à l'infini les occasions d'échange entre les individus, les organisations et les peuples. Les mutations économiques et sociales que l'inforoute semble sur la voie de provoquer interpelle la communauté francophone. L'alternative suivante se dessine : ou bien l'inforoute sera le fait d'une seule langue et d'une seule culture, laissant peu d'espace aux échanges non marchands et au simple citoyen; ou bien, l'inforoute encouragera la diversité des patrimoines linguistiques et culturels et deviendra pour tous les peuples un outil d'expression et de développement.

Par ses ambitions, par les liens qu'elle raffermira entre des peuples d'Occident et d'Orient, du Nord et du Sud, la Francophonie a depuis sa naissance pris de la diversité et du pluralisme culturel. Fervent promoteur de la diversité culturelle en Amérique, le Québec a su tirer profit des nouvelles techniques de communications. Elles

ont été pour lui des moyens d'émancipation et d'affirmation culturelles. Si le Québec sait investir à fond ce nouveau média, y multiplier les accès et concevoir des sites d'intérêt universel, l'inforoute lui pavera une voie de plus, mais non la moindre, à l'expression de ses talents et au rayonnement de sa personnalité. L'inforoute permet de parler de soi comme de connaître les autres. Beaucoup de peuples partagent avec le Québec les mêmes inquiétudes et les mêmes ambitions à l'égard de l'inforoute. Sachons les faire nôtres et mettre autant de soins à connaître les besoins de nos partenaires étrangers qu'à nous faire valoir.

J'émet le souhait que cette première conférence des ministres chargés des inforoutes se conclue par un approfondissement de la coopération entre les peuples francophones et francophiles, dégage des plans d'actions qui puissent lever les obstacles actuels au développement des inforoutes dans la Francophonie et mette cette nouvelle technique d'abord au service de l'Homme, de la culture, de l'éducation, des arts et des sciences.

## • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

## Un cyberspace francophone en devenir

La Francophonie des inforoutes est toujours à créer, selon Jean-Claude Guédon

DANNY VEAR  
COLLABORATION SPÉCIALE

Que peuvent bien avoir en commun le Réseau de l'information, le judoka médaillé olympique Nicolas Gill, les jeunes libéraux du Canada de l'Université de Sherbrooke, la boutique de sports L'Aventurier et Memento (le nouveau magazine québécois du Net)?

Tous ont maintenant pignon sur... l'Internet. En effet, ces sites québécois sont apparus sur le Web au cours des deux dernières semaines. Sites d'informations, de transactions commerciales, de promotion individuelle ou corporative, ils sont un indice de la créativité des bâtisseurs des inforoutes au Québec.

Selon certaines évaluations, le Québec compterait un peu plus de 15 000 sites sur les inforoutes.

La Toile du Québec, le plus ancien et le plus complet des répertoires de sites québécois, a enregistré et classifié environ 13 000 d'entre eux. La Toile reçoit toujours entre quarante et soixante sites par jour pour fin de classement. «La tendance se main-

tient. Il y a toujours de nouveaux sites. C'est presque étonnant que les Québécois soutiennent ce rythme de production», dit Yves Williams, président de NETgraphe.

Pendant que les ministres francophones chargés des inforoutes se réunissent à Montréal pour discuter des moyens d'assurer une place au français sur les inforoutes, le Québec présente une vitalité qui devrait inspirer les discussions de la rencontre, affirme Jean-Claude Guédon, professeur de l'Université de Montréal, observateur assidu du Web et auteur de *Planète cyber, Internet et cyberspace*.

«La situation du français sur l'Internet est plutôt satisfaisante au Québec. On va entendre parler encore longtemps du Québec sur les réseaux. En fait, la Francophonie doit suivre le modèle du Québec, si elle veut développer les contenus en français et occuper la place qui lui revient sur les inforoutes», affirme M. Guédon.

Évaluer la place du français sur les inforoutes n'est pas une entreprise aisée. Celle-ci devient presque périlleuse lorsqu'elle touche à l'ensemble de la Francophonie. Des répertoires

français, tels Yahoo! France ou Nomade, répertorient environ 25 000 sites francophones (pas exclusivement français) sur le Web. Selon Internet Society, environ 30 % de tous les contenus francophones proviendraient du Québec, ce qui indiquerait que le nombre de sites en français à l'échelle mondiale pourrait s'élever à environ 35 000 ou 40 000 sites. On le comprend; on navigue ici dans le domaine de la spéculation!

Chose certaine, la place du français sur le Web est fort limitée en comparaison à celle de l'anglais.

«C'est peut-être là un faux débat, croit cependant Jean-Claude Guédon. Dans le cas d'Internet, la menace anglaise ou américaine n'est pas la même que celle qu'elle peut représenter dans le cas de la radio ou de la télévision. Alors que la radio et la télé imposent des contenus, l'internaute les choisit. Il y a donc de fortes chances que, lorsque vous commencez à naviguer dans une langue, vous continuiez de naviguer dans cette langue.»

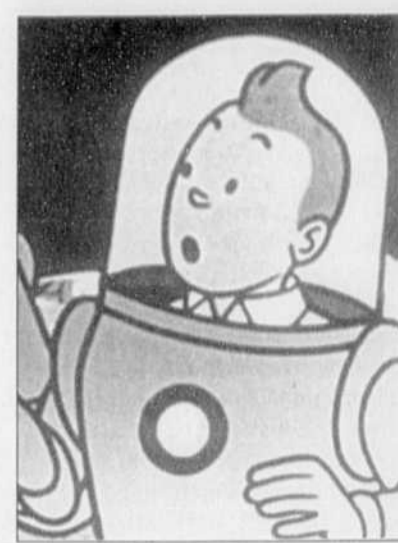
Internaute multilingue, M. Guédon croit que le français se positionne plutôt bien sur l'Internet. Après l'anglais, l'espagnol et peut-être le japonais, le

français génère un nombre suffisamment intéressant de contenus pour rêver d'un cyberspace francophone. «Les inforoutes en français ne doivent pas se construire contre l'anglais. Elles doivent se construire pour le français», dit-il.

Reste qu'il ne faut pas se leurrer. Ce cyberspace francophone n'existe toujours pas.

«La Francophonie des inforoutes est toujours à créer, admet le professeur Guédon. En raison des situations linguistiques très variées des pays qui la composent, la Francophonie est en tension et reste un territoire linguistique virtuel. L'actualisation, l'affirmation de ce territoire devra passer par la création d'un cyberspace commun.»

Ce cyberspace francophone se manifeste à de rares endroits sur l'Internet. Son esprit émerge parfois au sein de groupes de discussions en français. Il se retrouve sous une forme particulière sur des sites-passelles entre pays francophones. Un exemple? L'outil de recherche Carrefour.net qui répertorie des sites québécois, français, suisses et belges permet de se livrer à un jeu des comparaisons des goûts et habitudes des



Que peuvent bien avoir en commun le judoka médaillé olympique Nicolas Gill et le célèbre Tintin? Tous deux ont leur site Internet...

internauts francophones. Dans chaque répertoire régional, on retrouve le «top 20» des sites les plus visités. En consultant les top 20 de chaque pays, les internautes curieux découvriront que les sites des grands quotidiens régionaux attirent tous les

francophones, que les Québécois et les Français ont une préférence marquée pour les sites de rencontres et de sexualité, tandis que les Belges adorent leur Tintin national!

<http://carrefour.net>

## Nouveaux sites francophones en Afrique

Une entreprise québécoise aide une dizaine de pays à se brancher au réseau

DANNY VEAR  
COLLABORATION SPÉCIALE

Toujours tenue à l'écart des inforoutes et en retard sur les pays de l'Afrique anglophone, la Francophonie africaine s'ouvre tout de même — à une vitesse vertigineuse dans certains cas — au réseau des réseaux.

À Cotonou, au dernier sommet francophone, les chefs d'État ont demandé que les efforts de la Francophonie portent en priorité sur la mise en place de serveurs au Sud, la formation de ressources humaines et le développement de contenus en français en Afrique.

Partenaire privilégiée dans cette entreprise, une firme québécoise, Tecsum, aide une dizaine de pays de l'Afrique francophone à se brancher au réseau Internet et à y prendre place. C'est qu'Éduplus est chargée de mener à bien deux projets, @frinet et Afrinew, initiés et financés par les gouvernements du Canada et du Québec en collaboration avec l'Agence de la francophonie.

Éduplus n'est pas une nouvelle venue au sein de la Francophonie. Outre la réalisation des projets @frinet et Afrinew, elle a bâti le site serveur Internet de l'Agence de la francophonie, à Paris, celui de l'ambassade du Burkina Faso à Ottawa et celui du Bénin.

En Afrique francophone, on découvre à peine l'Internet mais on s'y branche à vitesse accélérée. La Côte d'Ivoire, par exemple, connaît une croissance phénoménale. Le nombre d'ordinateurs hôtes d'Internet y a augmenté de 6600 % en un an! En revanche, il faut préciser que le pays est passé de trois

ordinateurs hôtes, en janvier 1996, à 202 en janvier 1997, selon la firme américaine Network Wizards. «La croissance est extrêmement rapide. Mais les pays africains restent loin derrière», dit Michel Amyot, directeur principal, des technologies de l'information au groupe conseil Éduplus.

Avec @frinet, le Canada a voulu doter dix pays du Sud, membres de la Francophonie, d'un accès aux inforoutes. Dans le cadre de ce projet, on fournit les équipements nécessaires au branchement d'un pays à l'Internet et on forme le personnel à l'exploitation et à la mise en place d'un service d'accès.

Avec le projet Afrinew, le Québec appuie la conception et la création de sites francophones dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest. On offre ainsi une formation à des internautes du Bénin, de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal.

Dans les deux cas, Éduplus, entreprise axée sur la formation des ressources humaines dans les pays en voie de développement, a été mandatée pour réaliser les projets. «Nous formons actuellement les spécialistes africains qui bâtiront les inforoutes reliant chacun de ces pays à la Francophonie», dit Michel Amyot.

Démarré en septembre 1996, le projet @frinet a permis jusqu'ici l'installation d'un serveur au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Bénin et, incessamment, en Mauritanie, Madagascar, l'île Maurice et, exception à la règle africaine, Haïti, recevront également un serveur ca-

nadien dans les prochains mois. Le projet prendra fin en décembre 1997. Dans la plupart des cas, le serveur canadien sert à accroître la capacité d'accès des pays concernés. Dans d'autres cas, comme celui de la Mauritanie, il va assurer une première connexion du pays à l'Internet.

**En Afrique francophone, on se branche à l'Internet à vitesse accélérée**

«Il est certain qu'Internet en Afrique, ce n'est pas Internet grand public, poursuit M. Amyot. Il touche les institutions gouvernementales et les universités. L'accès au réseau coûte encore beaucoup trop cher pour le citoyen. Le développement dans les réseaux universitaires va toutefois permettre de désenclaver

Internet et assurer aux étudiants africains non seulement d'avoir un accès aux banques de données immenses des pays du Nord, mais également de générer, de disséminer de l'information sur le Sud.» Chaque universitaire africain, chaque centre de savoir dans la région, pourraient, potentiellement du moins, créer leur propre site Web et donner ainsi accès à une mine d'informations sur la région. «Il ne faut pas oublier que, sur le Web, la majorité des sites sur l'Afrique sont logés aux États-Unis. Avec de véritables sites africains, peut-être pourrions-nous enfin assister à l'émergence d'un véritable dialogue Nord-Sud...»

Préparer l'Afrique francophone à prendre sa place sur les inforoutes, c'est justement l'un des objectifs d'Afrinew. Toujours en collaboration avec l'Agence de la francophonie, ce projet québécois vise la création de sites francophones

en Afrique. Il s'agit donc d'enseigner à des internautes africains les secrets de la création, de la gestion et de l'entretien d'un site Web. La session de formation a déjà eu lieu. Deux instructeurs d'Éduplus ont rencontré une vingtaine de personnes (deux personnes pour chacun des dix organismes présents), du 6 au 19 avril, à Abidjan.

Dix sites ont été créés dans le cadre du projet, notamment ceux de la Primature du Sénégal, du ministère des Finances et du Commerce du Mali, de la Fondation de l'entrepreneurship du Bénin, du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou et du Marché des arts et spectacles africain.

Le résultat est probant. Les différents sites offrent un graphisme sobre et aéré. On y navigue sans problèmes et l'information s'y trouve aisément. Un seul hic! Il s'en dégage un certain ennui, propre, il est vrai, à beaucoup de sites institutionnels ou gouvernementaux du Québec et du Canada.

Le site Web d'Éduplus donne accès aux créations de ces organismes. À partir des hyperliens du site Éduplus, on peut admirer les premiers résultats du déploiement du Web en Afrique. Initiative heureuse, le site Éduplus tend un pont vers d'autres sites africains, dont le site du café Internet de Dakar, le Metissacana. Superbe! Esthétique et chaleureux à souhait, ce site annonce la venue d'une authentique créativité sénégalaise, sinon africaine, qui n'attend que l'occasion de se propager sur la toile.

<http://www.tecsultem.com/afrinet>  
<http://www.metissacana.com>

## Francoroute

À la recherche de la dernière publication sur le paludisme publié en français?

Les scientifiques internautes pourront la retrouver sans problèmes grâce à un nouvel outil qui vise à leur ouvrir les voies de la connaissance scientifique en français. Francoroute, c'est le nom de ce nouveau moteur de recherche, petit robot à tête chercheuse qui répertorie les sites scientifiques en français. Les sites ont été organisés et indexés selon un schéma de classification spécifique, celui de l'Espace scientifique francophone. Développé par l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française et l'Université des réseaux d'expression française (AUPELF-UREF), ce schéma a été conçu par et pour les scientifiques de la Francophonie. «Avec Francoroute, nous voulons mettre à la disposition de toute la communauté scientifique francophone, celle du Nord et celle du Sud, un outil de recherche des contenus

scientifiques en français sur les inforoutes», dit Nora Stamboulieh, coordonnatrice du centre de ressources du bureau nord-américain de l'AUPELF-UREF, à Montréal.

Après Yahoo! France ([www.yahoo.fr](http://www.yahoo.fr)), Nomade ([www.nomade.fr](http://www.nomade.fr)), La Toile du Québec ([www.toile.qc.ca](http://www.toile.qc.ca)) et autres fureteurs, Francoroute offre un outil de recherche plus spécialisé mais franchement utile.

Le travail du Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) a rendu possible Francoroute. Dans l'avenir, ce robot de recherche, création du CRIM, pourrait s'étendre à d'autres domaines (culture, économie, etc.) que le seul domaine scientifique. Le CRIM et l'AUPELF-UREF vont lancer officiellement leur outil cette semaine à l'occasion du Marché international des inforoutes et du multimédia.

<http://www.francoroute.org>



FIÈRE DE SOUTENIR  
LA CRÉATION  
DE CONTENUS  
MULTIMÉDIAS  
FRANCOPHONES

SODEC

SOCIÉTÉ DE  
DÉVELOPPEMENT  
DES ENTREPRISES  
CULTURELLES

1755, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE EST  
BUREAU 200 (SIÈGE)  
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2K 4P6

TÉLÉPHONE : (514) 873-7768  
SERVICE 800 : 1-800-363-0401  
TÉLÉCOPIEUR : (514) 873-4388

36 1/2, RUE SAINT-PIERRE  
(BUREAU DE LA CAPITALE)  
QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 3Z6

TÉLÉPHONE : (418) 643-2581  
TÉLÉCOPIEUR : (418) 643-8918

[www.lacaisse.com](http://www.lacaisse.com)

CAISSE  
DE DÉPÔT  
ET PLACEMENT  
DU QUÉBEC

Le capital actif des Québécois

[www.tv5.org](http://www.tv5.org)

Le tour du monde en français au bout des doigts.

TV5  
LA TÉLÉVISION  
INTERNATIONALE

## • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

# Des enjeux économiques

*Les pays qui souhaitent accéder aux réseaux de l'information devront mobiliser d'importants budgets*

**S**i les réseaux de télécommunication se sont développés à un rythme qui ne pouvait suivre celui des économies, ils ont surtout creusé l'écart entre la performance économique et la réalité sociale. Michel Carpentier note à ce sujet: «L'intensité des adaptations structurelles exigées par le processus concurrentiel et l'innovation technologique dépasse la capacité de nos sociétés à réallouer les ressources physiques et humaines de manière suffisamment rapide pour renouer avec le plein emploi, à un niveau de rémunération satisfaisant».

Pour les pays les plus avancés, le problème réside donc principalement dans l'urgence d'une adéquation des rythmes de croissance qui garantirait le développement synchrone du marché du travail.

### Un marché important

Pour les pays qui souhaitent accéder aux réseaux de l'information et de la communication et intégrer ainsi la nouvelle société mondiale, la mobilisation d'importants budgets d'équipement et de fonctionnement est d'une urgente nécessité. Sans doute la majorité des pays francophones devront-ils, outre leur ressources propres, bénéficier d'apports de financement extérieurs de la part des bailleurs de fonds mais, avec plus de 250 millions de personnes réparties sur les cinq continents, la Francophonie offre un marché important d'usagers qui intéressent d'ores et déjà les grands groupes industriels.

Un plan de financement pluriannuel et multisources est indispensable à l'installation, au fonctionnement et au développement des inforoutes dans la Francophonie. Des budgets considérables sont à trouver: par la constitution d'un fonds spécial de ressources consenti par les pays francophones soucieux de l'universalité de l'accès aux réseaux? par l'obtention de crédits octroyés par des organismes internationaux inquiets de la mondialisation lacunaire des échanges d'information et de communication (on a formé le voeu d'un nouveau plan Marshall)? par l'adoption de formules nouvelles allant du mécénat industriel à la création d'une taxation de solidarité francophone?

En tout état de cause, la réflexion prospective sur les budgets, quoique névralgique, reste cependant à relativiser au regard des enjeux déterminants pour l'avenir de la Francophonie.

Le déploiement des inforoutes dans la Francophonie permet d'espérer un certain nombre de réalisations concrètes de retours sur investissements.

C'est ainsi que des exemples en Asie mais aussi en Afrique révèlent actuellement combien les nouvelles technologies peuvent être, sous certaines conditions

bien sûr, créatrices d'emplois. Les nouveaux réseaux engendrent en effet de nouvelles conditions de consommation et de production, donc de nouveaux marchés. Ils facilitent également la formation pour l'emploi, vérifiant ainsi la justesse de l'assertion de Mme Edith Cresson selon laquelle «la société de l'information est une société de la formation» (formations continues à distance mais aussi validation des acquis professionnels à partir d'arbres de compétences).

Ils facilitent le désenclavement de certaines populations, notamment par des formules de télétravail, elles-mêmes génératrices de bassins d'emplois. Selon Jean-Yves Babonneau, les inforoutes rendent désormais possible un véritable codéveloppement: elles offrent aux pays en développement l'occasion de devenir des partenaires économiques des pays du Nord, assurant les débouchés des filières de formation et la pleine activité des systèmes de production par le transfert des compétences, des produits et des systèmes de production.

Les inforoutes laissent ainsi entrevoir l'apparition d'un marché planétaire qui, du fait de son processus de développement, pourrait, au niveau économique, rapprocher

des pays avancés, les pays qui le sont moins.

### Commerce électronique

Autre perspective d'avenir ouverte par les réseaux: le commerce électronique. S'il représente aujourd'hui moins de 1 % du marché, il pourrait, d'ici l'an 2000, représenter 7,5 % de tous les achats qui seront effectués électroniquement. Pour une entreprise, il offre de nombreux services: visibilité à l'échelle mondiale, prospection de partenaires commerciaux, nouveaux canaux de distribution, veille technologique et intelligence économique.

C'est ainsi qu'André Duplessis estime que «les pays du Sud [francophones] doivent prendre conscience que le commerce électronique s'impose de plus en plus comme un moyen privilégié pour faire connaître les produits et services de leurs entreprises à un vaste public, surtout lorsqu'on constate que les consommateurs témoignent d'un intérêt grandissant à faire des achats par voie de réseaux».

Reste bien sûr à supprimer les blocages réglementaires: «Certains pays doivent revoir entre autres leur réglementation entourant les transactions électroniques, réglementation qui empêche tout individu d'utiliser sa carte de crédit pour faire des achats outre-frontières. Une telle attitude est sans contredit un frein à la mise sur pied progressive d'un véritable réseau d'affaires à travers l'Afrique francophone».

(Rapport du comité scientifique)

**Des exemples en Asie mais aussi en Afrique révèlent actuellement combien les nouvelles technologies peuvent être, sous certaines conditions bien sûr, créatrices d'emplois**

# Le Canada, branché sur la francophonie, branché sur le monde.

Le gouvernement du Canada soutient le développement d'une autoroute canadienne de l'information qui réponde aux besoins de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens.

Consultez le site du gouvernement du Canada : <http://www.canada.gc.ca>

## Branchez-vous sur...

### les affaires

Pour avoir accès à plusieurs sources de renseignements commerciaux qui contribuent à créer une économie plus concurrentielle et novatrice pour les Canadiennes et les Canadiens, consultez les sites Web suivants :

<http://strategis.ic.gc.ca>  
<http://www.bfdq-fordq.gc.ca>  
<http://VirtualOffice.ic.gc.ca>  
<http://pac.unb.ca>

### le patrimoine

Pour avoir accès à plusieurs sources de renseignements concernant le patrimoine canadien et les activités culturelles au pays, consultez les sites Web suivants :

<http://www.pch.gc.ca>  
<http://www.onf.ca>  
<http://www.cmcc.muse.digital.ca>  
<http://www.infocan.gc.ca>

### la jeunesse

Pour avoir accès à plusieurs sources de renseignements concernant l'aide du gouvernement du Canada pour la jeunesse, consultez les sites Web suivants :

<http://www.rescol.ca>  
<http://www.rescol.ca/collections>  
<http://rnd.rescol.ca>  
<http://xinfo.ic.gc.ca/ic-data/cfs>  
<http://pac.unb.ca>  
<http://207.164.190.20/ictrain>

## FRANCOPHONIE ET INFOROUTES

## Jeunesse et inforoute

Une centaine de jeunes venus de 32 pays se rencontrent pour discuter du développement de l'inforoute en français

MICHELLE LEBLANC  
COLLABORATION SPÉCIALE

Shippagan est un paisible village côtier d'environ 3000 habitants, au nord du Nouveau-Brunswick. Pendant sept jours, du 4 au 11 mai, une centaine de jeunes adultes francophones, venus de 32 pays des cinq continents, s'y sont rencontrés pour discuter du développement de l'inforoute en français. Dans un bouillonnement d'activités, ils se sont creusés les méninges. L'objectif du «Réseau Tam-Tam»: convaincre les ministres francophones responsables de l'inforoute de les écouter.

Avant de faire des recommandations, les participants ont d'abord dû s'entendre, malgré le gouffre qui sépare les pays du Nord de ceux du Sud

le gouffre qui sépare les pays du Nord de ceux du Sud est un obstacle qu'il a fallu attaquer de front.

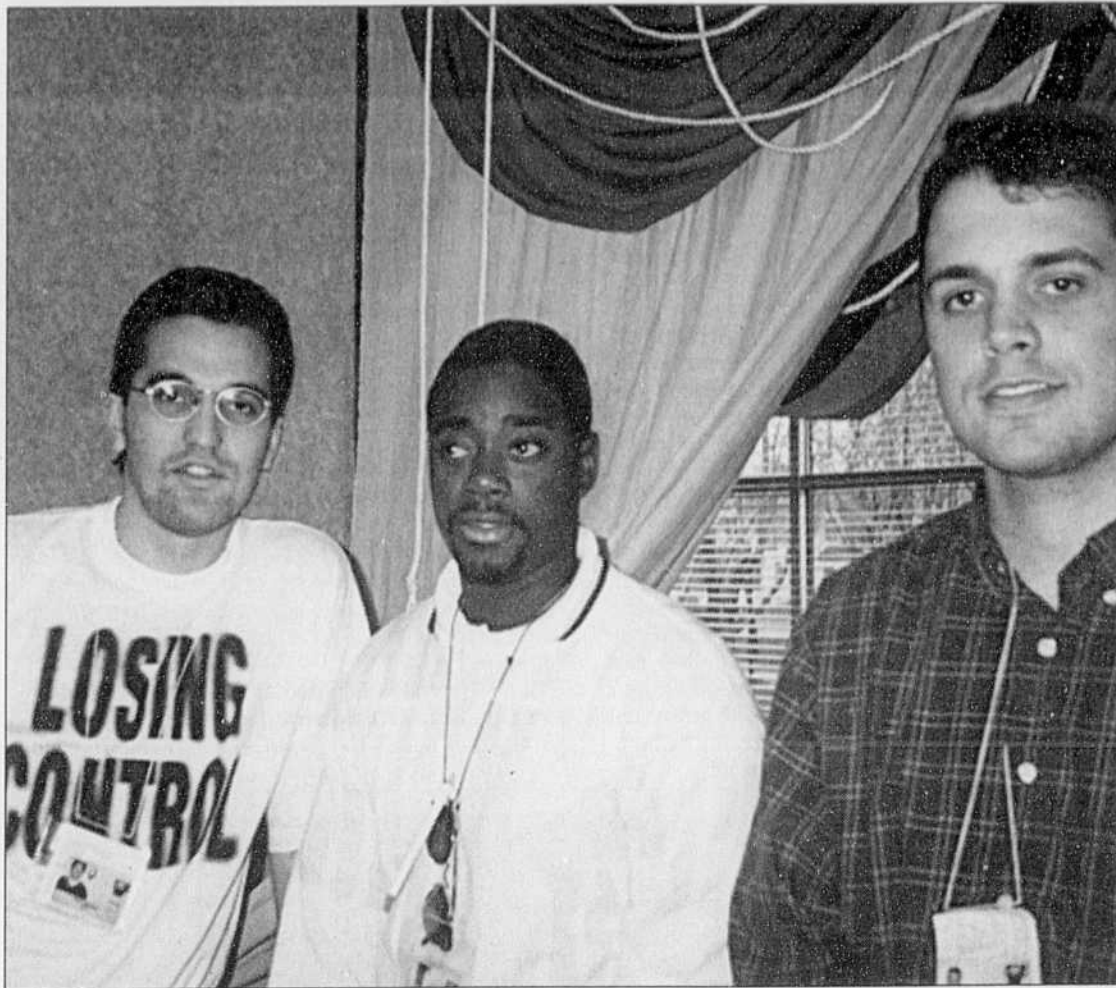
Léssy Dieudonné habite Port-au-Prince, en Haïti. L'Internet, cela relève encore de la science-fiction dans son pays. «Chez nous, on a l'électricité environ quatre heures par jour, et on ne sait jamais à quel moment», explique-t-il. Il faut avoir des infrastructures en place avant de penser au développement de l'inforoute, que ce soit en français ou dans toute autre langue. «Le seul moment où on voit l'inforoute, c'est lors des démonstrations», dit-il. Personne ne l'utilise encore couramment. «Il serait égoïste d'utiliser deux lignes téléphoniques pour se brancher sur l'inforoute, alors que seulement une personne sur cent a accès à une ligne», ajoute-t-il.

Roch Chiasson, du Nouveau-Brunswick, est propriétaire d'une petite entreprise de technologies de l'information. C'est son entreprise, Cube Tech, qui a fourni la technologie nécessaire aux explorateurs du Pôle Sud Bernard Voyer et Thierry Petry, leur permettant de garder le contact avec le continent pendant leur excursion.

L'inforoute, c'est son gagne-pain. Ces temps-ci, Roch Chiasson s'affaire à monter un projet pour brancher les municipalités francophones du Nouveau-Brunswick sur le web. Tout comme la plupart des Canadiens et des Européens, il est tombé de haut en arrivant au forum: «Je venais à ce colloque en pensant qu'on allait discuter du développement de l'inforoute, des sites, des réseaux. Je me rends compte qu'on doit d'abord faire face à des problèmes beaucoup plus fondamentaux, des problèmes majeurs d'infrastructures.»

«Une de mes plus grandes surprises, continue-t-il, a été de découvrir qu'il y a certains pays qui ne sont pas intéressés à se brancher. Là où il n'y a pas de démocratie, ce n'est pas un outil que les dirigeants veulent nécessairement. La première chose qu'ils veulent savoir, c'est comment contrôler l'inforoute. C'est difficile de faire de l'écoute électronique sur l'Internet.»

Sharif Bennani est du Maroc. Quand il se promène dans les rues de Rabat, la capitale, il s'assoit volontiers dans un cybercafé pour naviguer sur l'Internet tout en sirotant une consommation. Depuis six mois, les universités de son pays se branchent. Même si le Maroc est assez en avance sur certains pays d'Afrique, il est tout de même



Sharif Bennani (Maroc), Léssy Dieudonné (Haïti) et Roch Chiasson (Nouveau-Brunswick), trois participants au forum Jeunesse et inforoute

moins développé que les pays du Nord. «Ce n'est pas un problème de se brancher dans les villes. À la campagne, c'est beaucoup plus difficile», laisse-t-il entendre.

Malgré ces différences considérables, les parti-

phones responsables de l'inforoute pourront discuter des recommandations découlant du forum. À Shippagan, la grande question était la suivante: «Les ministres tiendront-ils compte de nos propositions?» Les participants craignent que les ministres balaisent sous le tapis le fruit de leur semaine de travail acharné.

Pour arriver à des résultats, les participants se sont répartis dans six groupes. Sous la gouverne de Derrick de Kerckhove, directeur du programme McLuhan et professeur de français à l'Université de Toronto, chaque groupe devait se pencher sur une question spécifique.

«Dans notre atelier, on a suggéré que l'Agence de la francophonie promulgue et mesure l'infiltration de l'Internet dans les pays francophones. Il faut qu'il y ait une sorte de pression politique sur certains pays, et l'Agence peut jouer ce rôle», dit Roch Chiasson.

Le groupe dont fait partie Sharif Bennani propose plutôt des façons d'améliorer le contenu français dans les pays qui utilisent déjà l'inforoute.

«On ne veut pas se faire avaler par l'anglais. Il faut développer des produits en français qui sont d'aussi bonne qualité que ceux en anglais», affirme le jeune Marocain. Il ajoute que les gens cherchent un produit de qualité avant un produit dans leur langue.

Léssy Dieudonné souhaite que les jeunes continuent à jouer un rôle actif dans le développement de l'inforoute. Son groupe veut éviter que ce développement dépende uniquement de l'humour des politiciens. «On veut prendre une responsabilité pour s'assurer que nos recommandations ne restent pas lettre morte.»



Participants du forum Jeunesse et inforoute ont réussi à s'entendre. Les 19, 20 et 21 mai prochains, les ministres franco-

## Des ateliers d'intelligence «connective»

Entrevue avec  
Derrick de Kerckhove

PROPOS RECUEILLIS  
PAR MICHELLE LEBLANC

Derrick de Kerckhove a dirigé les ateliers du forum Jeunesse et inforoute qui s'est déroulé du 4 au 11 mai à Shippagan, un village du nord-est du Nouveau-Brunswick. Directeur du programme McLuhan et professeur de français à l'Université de Toronto, il a travaillé aux côtés de Marshall McLuhan pendant plus de dix ans.

Les organisateurs du forum ont tout d'abord approché Derrick de Kerckhove pour prononcer une conférence en marge du forum: il s'est finalement trouvé responsable des ateliers. «Lorsque je fais une conférence dans une salle, je me demande toujours combien de personnes intelligentes perdent leur temps à m'écouter, déclare-t-il, les yeux pétillants. C'est tellement plus intéressant de les faire travailler ensemble et d'assister à la multiplication de leurs intelligences.»

Le Devoir a rencontré M. de Kerckhove à l'occasion du forum.

Vous animez des ateliers d'intelligence «connective». Qu'entendez-vous par là?

J'avais une ambition: créer une nouvelle forme de consultation publique. On connaît deux états du monde, le collectif et l'individuel. Il s'en est créé un troisième, l'état «connectif», qui consiste à travailler ensemble pour développer le maximum de chacun. On crée ainsi un climat de compétition. L'intelligence «connective» se pratique en exerçant une pression positive sur l'intelligence, pour donner les meilleurs résultats possibles. C'est le même processus que lorsqu'on pense seul, mais on ajoute toute l'interaction et l'effet de surprise qui surviennent quand on est en groupe.

Techniquement, ça se passe comment?

Il faut tout d'abord que les ateliers se déroulent sur au moins trois jours, et qu'il y ait un minimum de cinq personnes. Pour qu'il y ait de la concurrence, on doit avoir au moins trois groupes. Chaque groupe dispose d'un thème, et les participants ont tous un rôle spécifique à jouer. Pour mousser la concurrence, chaque atelier dispose d'un agent double, c'est-à-dire quelqu'un qui passe l'avant-midi dans son groupe et l'après-midi dans un autre groupe, pour espionner.

Le but est de produire quelque chose de concret. Ici, à Shippagan, les participants doivent arriver à des recommandations pour les ministres, mais ils doivent aussi produire un support technique pour leur présentation aux ministres, comme un cédérom, une page web, etc.

On demande aux jeunes de présenter des recommandations à des ministres. Qu'en pensez-vous?

Les jeunes ont des idées géniales, et ils veulent travailler pour les ministres. Ceux-ci payent cher des experts en informatique, alors que les vrais experts, ce sont les jeunes. Cette génération prend en charge toute l'éducation et la culture. Dans les écoles, ce ne sont plus les professeurs qui enseignent, ce sont les jeunes.

Croyez-vous que les ministres vont écouter?

Les recommandations proposées ne menacent pas le politique. Nous avons créé un atelier pour nous assurer d'être entendus à la conférence ministérielle, et aussi de continuer le dialogue. Je pense que les jeunes vont présenter leurs recommandations d'une manière qui fera peut-être un peu peur aux experts, mais ceux-ci vont finir par voir que c'est la bonne voie à suivre. Ce que les jeunes préparent, c'est presque un plan d'affaires.

Cette génération prend en charge l'éducation et la culture: dans les écoles, ce ne sont plus les professeurs qui enseignent, ce sont les jeunes



Québec

## Aux Publications du Québec...

L'AUTOROUTE ÉLECTRONIQUE PASSE CHEZ NOUS, ARRÊTEZ-NOUS VOIR!

■ **Notre catalogue complet**  
et l'abonnement gratuit à un service d'information sur mesure  
<http://doc.gouv.qc.ca>

■ **La Gazette officielle du Québec**  
Partie 1, Partie 2 et Part 2 en versions intégrales  
<http://www.gazette.gouv.qc.ca>

■ **Juridex**  
Un répertoire de 2 000 sites juridiques d'importance, consultation gratuite  
<http://www.juriste.gouv.qc.ca/juriste>

■ **Lois et règlements «toujours à jour»**  
2 600 règlements et 650 lois à l'unité ou en abonnement  
<http://lois.gouv.qc.ca>

■ **Tribunaux du Québec**  
Répertoire et jurisprudence des tribunaux du Québec  
<http://tribunaux.gouv.qc.ca>

■ **Recueil des politiques de gestion Conseil du trésor**  
L'ensemble des politiques, directives et autres réglementations. Les procédures et le guide d'adjudication des contrats dans les secteurs services, approvisionnement et construction.  
<http://gestion.editeur-officiel.gouv.qc.ca>



## • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

# Le Marché international des inforoutes et du multimédia

*Le MIM réserve une place de choix aux industries et aux institutions francophones*

DANNY VEAR  
COLLABORATION SPÉCIALE

**L**e Marché international des inforoutes et du multimédia va porter les couleurs de la Francophonie cette année. Pendant trois jours, soit du 21 au 23 mai, au Palais des Congrès de Montréal, le MIM réserve une place de choix aux industries et aux institutions francophones.

Sans aucun doute, les organisateurs ont voulu profiter de la tenue de la conférence des ministres responsables des inforoutes au sein des pays membres de la Francophonie qui a lieu à Montréal du 19 au 21 mai, pour jeter un pont entre les deux événements.

« Cette année, la Francophonie a pesé très fort dans l'orientation de l'événement, dit le président du MIM, Hervé Fischer. On a fait un choix. On s'est orienté vers

les quelque 50 pays de la Francophonie, vers les pays du Sud. Et cette internationalisation du MIM est unique car vous allez rencontrer non seulement des politiciens mais également des entrepreneurs qui viennent de Tunisie, du Burkina Faso, du Vietnam, de Roumanie et des quatre coins de la Francophonie. »

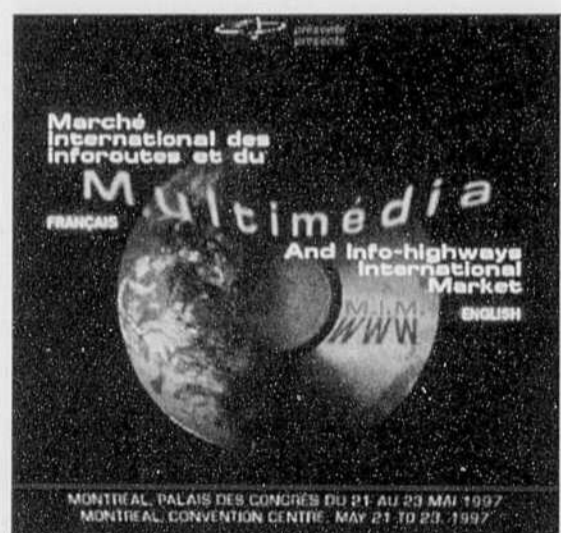
Aussi plusieurs activités du MIM seront-elles marquées au coin de la Francophonie. En premier lieu, les 49 ministres francophones chargés des inforoutes seront présents lors de l'inauguration officielle du MIM. Événement symbolique qui donne une portée politique au MIM.

En second lieu, les conférences thématiques du MIM sont inspirées des problèmes qui agitent et tiraillent la Francophonie politique. Les inforoutes sont-elles une nouvelle chance pour les pays du Sud, ou un fossé qui creuse davantage les inégalités entre les nations « inforiches » et les nations « infopauvres »? Favoriseront-elles l'émergence d'un espace francophone? Porteront-elles un coup fatal au français? Propageront-elles le multilinguisme dans le monde? Ces questions ouvertes, ambiguës, suscitant la polémique, un aéropage de chercheurs, de philosophes, d'entrepreneurs, de ministres et de représentants de la Francophonie les aborderont dans quatre ateliers.

En troisième lieu, le MIM organise le premier Carrefour international de la francophonie, en collaboration avec l'Agence de la francophonie, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec. Les grands opérateurs de l'espace francophone international, tels l'Agence de la francophonie, le réseau TV-5, l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française et l'Université des réseaux d'expression française, vont animer ce Carrefour qui sera situé au centre du salon du Palais des Congrès. Un cybercafé y sera aménagé. Autour de ce carré de chaises et de terminaux se grefferont des espaces de démonstration de produits et ser-



Cette année, le MIM se tiendra du 21 au 23 mai, au Palais des Congrès de Montréal.



vices — cédéroms, logiciels, sites Web, etc. « Notre but est de démontrer que, derrière la volonté politique, il y a déjà des produits et des services multimédias en français », explique le président du MIM, Hervé Fischer.

Les entreprises multimédias francophones conservent toutefois une relative autonomie face à cet événement. Les stands des Bell Canada, Vidéotron, Ubi

Soft comme ceux des petits fournisseurs de services francophones côtoieront ceux des entreprises américaines et canadiennes. « On ne voulait pas isoler les activités des entreprises francophones et les annexer à celles du Carrefour de la Francophonie. Nous pensons simplement que les entreprises francophones peuvent se battre et survivre au sein du grand marché mondial. La tour d'ivoire n'est pas l'avenir des entreprises francophones », dit Hervé Fischer.

C'est que, contre l'inquiétude ambiante, M. Fischer fait le pari de la Francophonie et des inforoutes en français. « Bien sûr que le français a sa place sur les inforoutes et dans le multimédia, poursuit-il. Il n'y a aucun doute! D'accord, l'américain est toujours la première langue sur l'Internet, et de loin! C'est normal puisque l'Internet y est né. Mais regardez aujourd'hui, plus personne ne va se plaindre que le téléphone est en anglais parce qu'un anglophone l'a inventé. Le téléphone est devenu une tour de Babel. Et c'est ce qui va arriver avec Internet. Au fur et à mesure que les autres pays montent en puissance, qu'ils prennent leur place sur le réseau, le portugais, le chinois, le catalan, le français, vont y être de plus en plus utilisés. Rien ne s'oppose à ce que les gens communiquent dans leur langue maternelle sur le réseau! Ce qui s'y oppose un petit peu, c'est vrai, ce sont les problèmes technologiques. Quand je reçois du courrier électronique de France, il faut que j'opère les conversions nécessaires... Mais cela n'est que passer. »

Hervé Fischer souhaite assister à un choc des idées lors des ateliers du MIM. « La révolution technologique nous déborde... Nous avons peu de temps pour penser, pour analyser les changements que nous vivons. Nous avons besoin de lieux de réflexion. »

Avec la tenue de la conférence des ministres de la Francophonie à Montréal, le MIM a pris de l'envergure. L'événement, certainement l'un des plus importants du continent, a servi de levier au MIM qui a ainsi atteint son rythme de croisière. Ses organisateurs désirent maintenant poursuivre leur lancée et se servir de la position privilégiée de Montréal — sacrée « carrefour du multimédia » par les gouvernements d'Ottawa et de Québec — pour ajouter une nouvelle dimension à l'événement.

« Montréal a une position géopolitique intéressante; c'est un interface entre deux cultures, l'europpéenne et l'américaine. C'est un atout considérable pour le MIM », dit M. Fischer.

En un mot comme en mille, le MIM rêve maintenant de conquérir l'Amérique.

« Notre stratégie est très claire. Nous devons nous tourner vers le marché américain. L'avenir est là. Cette année, Francophonie oblige, nous avons retardé notre démarche vers le Canada anglais et les États-Unis. C'est le rendez-vous de 98. Nous avons une équipe qui travaille déjà sur les États-Unis, et qui travaillera à temps plein à compter du 24 mai. Il faut dire que c'est notre plus gros défi; il y a tellement d'événements sur la côte est des États-Unis, que pour convaincre une entreprise américaine de franchir cette petite ligne sur la carte et de monter vers le Grand Nord, il faudra être bon », dit M. Fischer.

Après la Francophonie, l'Amérique: c'est là le nouveau pari du MIM.

## LE QUÉBEC, PARTENAIRE TECHNOLOGIQUE DE CHOIX

**L**e Québec est dans l'ère de l'inforoute universelle.

L'avancement des connaissances devient une source prioritaire de croissance pour nos entreprises. C'est pourquoi le Québec mise sur l'excellence technologique et le savoir-faire de celles-ci pour permettre à l'inforoute de s'implanter chez lui, et à ces mêmes entreprises de faire leur marque sur les marchés internationaux.

Fermement engagé dans le soutien à l'innovation technologique, le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie s'avère un partenaire de choix dans la mise en commun de l'expertise reliée aux technologies de l'information et des communications, et par là au développement de l'inforoute et du multimédia.

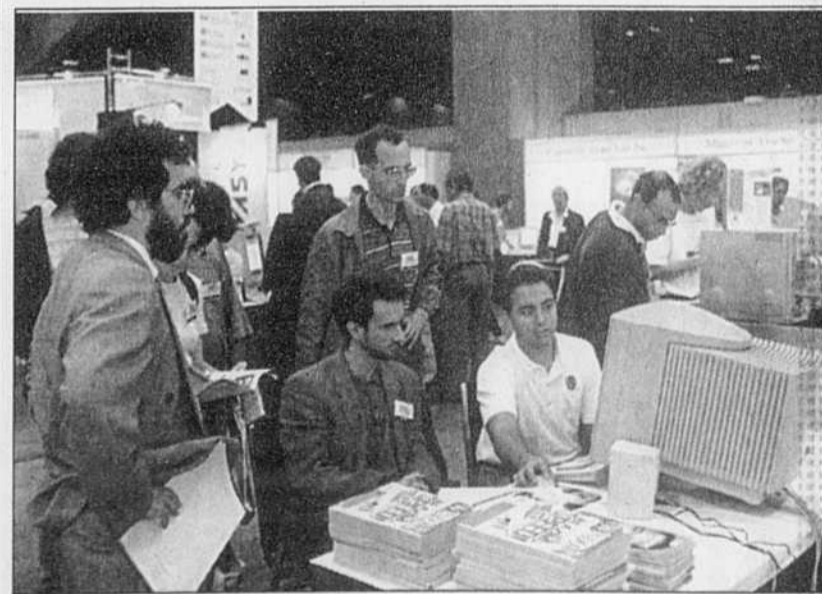
Pour informations sur les programmes et services du MICST  
FAX-MICST, au téléphone ;  
(514) 873-8335 ou 1-800-565-6428 (sans frais)

Internet : <http://www.micst.gouv.qc.ca>

Deux mille  
nouveau  
exportateurs  
en Can

Gouvernement du Québec  
Ministère de l'Industrie, du Commerce,  
de la Science et de la Technologie

Québec



Le MIM est un rendez-vous intéressant pour les internautes curieux.

**Windows NT** ou **Mac OS**  
Peu importe les différences,  
nous en assurons la performance !



**Mlink**  
internet

PASSEZ  
NOTRE  
VOIR  
Kiosque 115

DU 21 AU 23 MAI 1997

• FrontPage • RealMedia • CU-SeeMe • US Robotics  
• Motorola • Sun • Ascend • Cisco Systems

... pour le Monde en affaires

TÉ.: Montréal : (514) 231-1923 • Québec : (418) 694-3101 • <http://www.Mlink.NET> • email : [info@Mlink.NET](mailto:info@Mlink.NET)

## • FRANCOPHONIE ET INFOROUTES •

## Perspectives sociales

*La société se divisera-t-elle désormais en «inforiches» et «infopauvres»?*

Les perspectives ouvertes par l'évolution — ou la révolution — des techniques sont vastes et diversifiées, ambiguës jusqu'à apparaître contradictoires. L'accélération est, on le sait, un facteur de sélection. Elle introduit une nouvelle inégalité parmi les hommes, l'apparition d'«inforiches» et d'«infopauvres», générant, par voie de conséquence, le débat — déjà engagé au niveau du Parlement et du Conseil européen, au G7, à l'Unesco, à l'OCDE, à l'OUA et dans d'autres instances internationales — sur le choix d'un service universel, c'est-à-dire de la «fourniture de prestations minimales déterminées, de qualité définie, à un prix abordable, à tous les usagers», ou un accès universel.

Par sa toute puissance de nouveau médium planétaire et parce qu'ils constituent «un espace établi, quoique unique dans l'histoire, de fourniture individuelle d'informations et d'idées», l'Internet ouvre sur une multiplicité de sources et de fournisseurs d'information dont la production est forcément fonction des sommes investies et pose des ques-

tions sur les éventuelles concentrations.

L'apport des techniques au progrès de la connaissance reste cependant de première importance.

Le développement de la numérisation offre, par exemple, «une fantastique opportunité, un progrès considérable du savoir pour chacun et donc un immense progrès social». En faisant entrer les médias dans l'ère du multimédia et de l'interactif, le tout numérique offre des possibilités d'application innombrables.

Les réseaux interactifs dans les villes assurent une plus grande qualité des services, donc des relations nouvelles et fortes entre administrations et administrés, ces derniers devenant par ailleurs des acteurs créatifs dans de nouveaux espaces de sociabilité. L'essor de la vidéodomestique et de l'informatique des ménages donne une dynamique incomparable à l'offre de services

sur réseaux, en même temps qu'il permet d'envisager des programmes d'action ambitieux dans les domaines relevant de l'aménagement des territoires ou dans ceux, particuliè-

lièrement porteurs d'avenir, de l'enseignement et de la formation ouverts et à distance (école et université à domicile; formation professionnelle et de spécialité; formation des formateurs; formation tout au long de la vie).

Pour les pays les moins avancés, les inforoutes sont appelées à intervenir de façon privilégiée en appui aux stratégies de développement. Si les obstacles liés à l'implantation dans ces pays des infrastructures de télécommunication sont de première importance, ils semblent pouvoir être surmontés dès lors que l'on prend la mesure de quelques uns des enjeux que l'on peut atteindre. L'exemple de certains pays — le Pérou, l'Égypte et l'Inde, où près de

630 000 villages sont connectés sur réseaux — atteste les effets positifs.

Les inforoutes aident par exemple à réduire l'exode rural et à fixer les populations tout en les désenclavant. Elles peuvent également tirer pleinement parti des ressources humaines et favoriser ainsi le succès de programmes d'action locaux ou intrarégionaux. Elles incitent à la création de nouveaux partenariats économiques dans un souci de codéveloppement. Elles socialisent, enfin, sans porter atteinte aux libertés des personnes, et ouvrent les pays sur l'extérieur tout en redynamisant les circuits de relations internes aux sociétés civiles.

Dans le monde entier, les technologies de l'information et des télécommunications donnent naissance, nul n'en disconvient aujourd'hui, à une nouvelle révolution industrielle. Les perspectives ouvertes par cette révolution touchent tous les secteurs de la vie sociale.

Indissociables de l'avenir de la communauté francophone, les inforoutes soulèvent des enjeux politiques, économiques et sociaux de première importance.

(Rapport du comité scientifique)

**En faisant entrer les médias dans l'ère du multimédia et de l'interactif, le tout numérique offre des possibilités d'application innombrables**



Dans les grandes villes, l'Internet fait maintenant partie des loisirs des jeunes. Ci-dessus, le Hitech Café à Paris.

Le Canada

accueille la Conférence des ministres francophones  
chargés des inforoutes du 19 au 21 mai 1997

**Bienvenue à  
Montréal**

Canada

Nouveau

Ouvrir

Enregistrer

Enregistrer sous...

Aperçu avant de vous impressionner

Imprimer

On pourrait vous dire que Bell est le chef de file dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication au Québec, que ses réalisations et ses solutions sont concrètes et que son développement dans ce domaine est continu, mais on préfère vous le prouver lors du 4<sup>e</sup> Marché international des inforoutes et du Multimédia (M.I.M.). Venez nous voir au Palais des congrès de Montréal du 21 au 23 mai 1997.

Bell, partenaire principal du M.I.M.

The Bell logo, featuring a stylized bell icon above the word "Bell" in a bold, sans-serif font.